

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SÉCURITÉ DU CHÈQUE

ET

LES SANCTIONS PÉNALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès Sciences Juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 27 Janvier 1925, à 15 heures 30

PAR

HENRI BONNEVILLE DE MARSANGY

Président : M. HUGUENEY, Professeur

*Suffragants { MM. PERREAU, Professeur
WAHL, Professeur.*



PARIS

GAUTHIER-VILLARS ET C^{ie}, ÉDITEURS

LIBRAIRES DU BUREAU DES LONGITUDES, DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

55, Quai des Grands-Augustins, 55

1925

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA SÉCURITÉ DU CHÈQUE

ET

LES SANCTIONS PÉNALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(ès Sciences juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

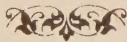
Sera soutenu le 27 Janvier 1925, à 15 heures 30

PAR

HENRI BONNEVILLE DE MARSANGY

Président : HUGUENEY

Suffrageants : PERREAU, WAHL



PARIS

GAUTHIER-VILLARS ET C^{ie}, ÉDITEURS

LIBRAIRES DU BUREAU DES LONGITUDES, DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

55, Quai des Grands-Augustins, 55

—
1925

Dédié

*à la mémoire de mon vénéré Père
Louis Arnold BONNEVILLE de MARSANGY
sous-doyen du Barreau de Paris
officier de la Légion d'honneur.*



LA SÉCURITÉ DU CHÈQUE

ET

LES SANCTIONS PÉNALES

INTRODUCTION

Il est un fait unanimement admis que la diffusion du chèque est sous la dépendance de sa sécurité.

Le chèque se développerait s'il valait toujours de l'argent; ce qui nuit à son essor, c'est qu'il n'est trop souvent qu'un chiffon de papier. Mais pourquoi en est-il ainsi? Parce que la provision qui est la substance même du chèque manque parfois, soit totalement, soit partiellement; qu'il en ait été ainsi dès l'émission *ab initio*, ou bien qu'il en soit ainsi par suite d'événements postérieurs, retrait, blocage de la provision et révocation du chèque. Ce sont là les risques spéciaux au paiement par chèque.

Comment y remédier? La perte et le vol peuvent aussi se produire, mais ce sont des dangers que courent aussi les porteurs de monnaies métalliques ou de billets. Nous les négligerons dans cette étude, non que nous méconnaissions leur importance, mais parce que nous ne comptons nous préoccuper que des risques propres au système du règlement par chèques. Ces risques sont tous le fait du tireur; c'est donc sur sa volonté qu'il faut agir si l'on veut les faire disparaître ou les atténuer.

Et pour atteindre ce résultat que conviendrait-il de faire? Le frapper dans ses biens et dans sa personne.

L'homme, a-t-on dit, en face d'un acte à accomplir met en balance les avantages et les inconvénients; le droit pénal place

ses poids dans le plateau du bien. Son but est essentiellement préventif : multiplier et renforcer les raisons d'agir correctement, voilà ses procédés.

Il est donc de bonne politique de frapper le tireur d'un chèque qui ne se comporte pas selon la bonne foi. Le législateur l'a certes compris, mais son œuvre n'a pas été exempte de tâtonnements et actuellement encore elle paraît nécessiter des retouches et des compléments. Il faut arriver à ce que l'emploi déloyal du chèque ne soit plus « payant », est-ce possible et comment ?

Certaines personnalités ont cru trouver un remède dans l'institution d'un chèque nouveau : le chèque certifié qui existe depuis longtemps aux États-Unis et qui est fort estimé ⁽¹⁾. Il semble bien que le manque, l'insuffisance, le retrait ou le blocage de la provision ne sont pas compatibles avec la certification pratiquée correctement, mais le chèque certifié est-il vraiment un chèque ? Dans le chèque le tireur reste le maître de la destinée de cet instrument jusqu'au paiement, le tiré n'a qu'un rôle passif : il n'a qu'à obéir, il n'a pas de responsabilité propre, sauf au moment du paiement.

Le chèque certifié au contraire est l'œuvre commune du tireur et du tiré, et l'un et l'autre concourent à sa confection.

La banque accepte une responsabilité qu'elle n'a pas normalement. Elle ne doit suivre les instructions du tireur que dans la mesure où ses propres intérêts ne sont pas compromis.

Le chèque ordinaire vaut ce que vaut le tireur ; le chèque certifié vaut surtout ce que vaut le tiré. C'est un chèque qui en apparence est un chèque ordinaire, mais qui au fond est un chèque de banque. Il suppose certaines formalités : présentation à la banque au moment de l'émission, vérification de l'état du compte du tireur, débit de ce compte, qui sans doute ne sont pas extrêmement compliquées, mais qui le sont néanmoins assez pour que le chèque certifié n'ait pas un rayon d'action journalier ni habituel. Aux États-Unis même il n'est employé que dans des circonstances un peu exceptionnelles : paiements importants à faire sur une place lointaine, etc.

Nous savons bien qu'il existe des chèques avec maximum, cer-

(1) *Le chèque certifié*, par Pierre Thibault (Thèse, 9 avril 1924).

tifiés d'avance et avec lesquels on règle des dépenses d'hôtels par exemple, mais ces formules sont-ce bien des chèques ?

Ne sont-ce pas plutôt des billets de banque ? Il faut noter en effet qu'elles ne doivent pas être présentées dans un court délai, elles n'ont pas une existence éphémère comme le chèque.

Quoi qu'il en soit, le chèque certifié, s'il est en soi susceptible de résoudre la question de sécurité du chèque, ne l'est pas en fait, car il ne peut avoir qu'un rayon d'action peu étendu, limité à des hypothèses exceptionnelles.

Supposons qu'on l'institue demain, l'on ne doit pas se dissimuler que l'immense majorité des chèques ne seraient pas « certifiés ». Le problème de la sécurité de ces chèques resterait posé. Comment amener le tireur à faire un usage loyal de ces chèques. Voilà toute la question.

Il n'est pas exagéré de dire qu'elle a toujours été à l'ordre du jour depuis que le chèque a reçu en France un statut légal ; autant que jamais, elle préoccupe aujourd'hui tous ceux — et ils sont nombreux — qui voient dans l'emploi élargi du système de règlements par chèques l'un des remèdes à l'inflation fiduciaire, cause importante de la baisse de notre billet de banque et de la cherté de la vie.

Le plan de ce travail sera très simple : il se modèlera sur le système des sanctions pénales successivement instituées par le législateur ; deux étapes doivent être distinguées : de 1865-1917 et de 1917 à ce jour.

Nous nous efforcerons de faire un exposé aussi précis que possible : les conclusions et enseignements à en tirer se dégageront d'eux-mêmes, nous l'espérons.

CHAPITRE I

Les sanctions de la loi du 20 juin 1865

La loi du 14-20 juin 1865 édicte deux sortes de sanctions ; des sanctions fiscales et des sanctions pénales proprement dites. Nous allons les indiquer et les examiner successivement.

1^o SANCTIONS FISCALES. — Voici le texte :

« Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est passible d'une amende égale à 6 pour 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré. L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende. »

On n'aboutit à cette rédaction qu'après des débats approfondis. L'un des députés, M. Millet, avait proposé de dire que l'émission d'un chèque sans provision préalable est punie d'une amende de 12 pour 100 contre le tireur. La commission adopta l'amendement, sauf qu'elle abaissa le chiffre de l'amende à 6 pour 100. Mais des objections se produisirent lors de la discussion devant le corps législatif : tout d'abord le mot « passible » fut substitué au mot « puni » de manière à bien indiquer qu'il s'agissait de contraventions fiscales, c'est-à-dire qui ne sont subordonnées, ni à la bonne ni à la mauvaise foi du contrevenant et qui sont du ressort du tribunal saisi du fond comme l'écrit M. G. Drouets (*La provision en matière de chèque*, p. 254) : « Le contrevenant doit donc être déclaré coupable et condamné alors même qu'il aurait cru avoir un crédit régulier à sa disposition chez le tiré, si en fait le crédit n'existait pas. »

M. Millet aurait voulu d'autre part que le fait d'avoir retiré la provision après l'émission du chèque fût puni de la même amende civile, la même amende de timbre que le fait de l'avoir émis sans provision. Mais le commissaire du gouvernement, M. de Lavenay, répondit que ce n'était pas possible. « Dans le projet du gouvernement l'émission sans provision ou le retrait de la provision étaient considérés comme des délits justiciables de la juridiction correctionnelle. » On les avait mis sur la même ligne parce que l'on trouvait dans les faits la même immoralité, que rien n'empêchait de les punir l'un comme l'autre et de les comprendre dans l'application de la même disposition. Mais quand il s'agit d'une amende de timbre, la position n'est pas tout à fait la même ; on peut bien appliquer une amende de timbre à un chèque émis, alors qu'il n'y avait pas de provision, parce qu'au moment où le chèque était émis il devait l'être sur un papier timbré. Il y a donc contravention. Mais nous supposons le cas où la provision après avoir été faite a été retirée postérieurement au moment où le chèque

était émis. Dans cette hypothèse la provision existait lorsque le chèque a été émis et par conséquent existait le droit d'inscrire le chèque sur un papier non timbré; voilà pourquoi au moment où l'on faisait passer ces pénalités de la catégorie des délits à la catégorie des contraventions fiscales on n'a pas cru pouvoir assimiler les deux faits parce qu'au point de vue fiscal ils ne sont pas semblables.

De ces explications se dégage la conclusion suivante : les sanctions fiscales ne jouent que dans le cas d'émission de chèque sans provision, elles ne jouent pas dans les hypothèses de retrait de provision ni de révocation de chèque ni à plus forte raison de blocage de la provision pratique, d'ailleurs inconnue à cette date. C'est que le but des amendes fiscales n'est pas, du moins principalement, de renforcer la sécurité du système de paiement par chèque. C'est de sauvegarder les droits du Trésor. C'est là l'un des objets essentiels de la loi de 1865, « l'enquête et l'étude approfondie à laquelle se sont livrés la commission spéciale, le gouvernement et le conseil d'État ont fait ressortir de la façon la plus nette et la plus évidente les deux points qui dès le principe avaient préoccupé le corps législatif et le parlement : d'une part intérêt à donner à l'émission ou à la transmission des chèques toutes les facilités et toutes les sûretés possibles; d'autre part nécessité de donner à la perception de l'impôt sur les papiers autres que le chèque de sérieuses garanties (exposé des motifs par Victor de Lavenay); c'est à ce dernier résultat que tendent les amendes fiscales ⁽¹⁾, néanmoins elles constituent indirectement un moyen de pression sur le tireur qui va être frappé dans ses biens et à ce titre il devait en être traité ici. Le tireur est seul passible d'amende; dans le cas d'absence ou d'insuffisance de provision, le porteur et le tiré ne sauraient être inquiétés, car ils sont tout à fait étrangers à l'irrégularité commise.

(1) M. Drouets dans son ouvrage « *La Provision en matière de chèque* » a indiqué les conséquences qui découlent de ce fait que l'on est en présence d'une amende fiscale et non pénale (p. 256 et suivantes).

En voici quelques-unes. Le taux de l'amende est majoré conformément aux lois en vigueur; c'est à l'administration de l'Enregistrement qu'il appartient d'en poursuivre le recouvrement (Rennes, 9 mars 1922, *Journal des Parquets*, 1922, t. II, p. 47). Aucune liberté d'appréciation n'est laissée aux juges.

2^o SANCTIONS PÉNALES. — Voici le texte, tel qu'il figurait dans la loi de 1865 : « L'Émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende (6 pour 100) *sans préjudice de l'application des lois pénales s'il y a lieu.* »

Le problème des sanctions pénales proprement dites fut longuement débattu. Le projet du gouvernement prévoyait une répression sévère. « Si le projet ne s'était placé qu'au point de vue de l'intérêt du Trésor, une amende purement fiscale aurait pu suffire pour sanctionner l'obligation de la provision préalable. Mais comme l'intérêt des tiers et la foi des transactions se trouvaient aussi engagés, le projet édictait les peines de l'article 405 du Code pénal contre l'émission d'un chèque ⁽¹⁾ faite de mauvaise foi sans provision préalable ; les chèques seront reçus avec d'autant plus de confiance et feront d'autant mieux office de monnaie que les preneurs seront mieux garantis contre la mauvaise foi possible de certains tireurs. Il est bien clair que le projet ne prévoyant et ne punissant que l'émission faite de mauvaise foi ne peut en rien menacer les erreurs de compte par suite desquelles le montant des chèques émis viendrait à dépasser accidentellement la provision existante » (exposé des motifs par Victor de Lavenay).

Mais ces assurances ne réussirent pas à tranquilliser le corps législatif, l'article 7 parut à la commission dangereux et inutile. « En édictant des pénalités sévères contre les délits qui pourraient se commettre au moyen des chèques on a pensé qu'on inspirerait une plus grande confiance au public dans ce mode de paiement. Le porteur d'un chèque trouverait en effet une certaine garantie dans cette législation rigoureuse. Mais à quels dangers alors serait exposé le tireur ? L'émission d'un chèque sans provision préalable peut être de sa part le résultat d'une erreur de compte. Le retrait de la provision après la délivrance du chèque peut provenir d'un simple oubli. Un négociant n'aura pas toujours sur lui son carnet de comptes ; s'il écrit un chèque dépassant la provision inscrite à son crédit ou s'il retire tout ou

(1) Article 7. — L'émission d'un chèque sans provision préalable ou le retrait de la provision après la délivrance du chèque sont punis en cas de mauvaise foi des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf l'application s'il y a lieu de l'article 463 du même Code.

partie de la provision destinée à couvrir un chèque et cela parce que sa mémoire l'aura mal servi, sera-t-il l'objet de poursuites ? Il le faudra bien car il y a un fait matériel qui a l'apparence d'un délit.

Assurément dans la plupart des cas la procédure n'aura pas de suites. Mais le seul fait pour un commerçant d'avoir eu à obéir à un mandat de comparution ne constituerait-il pas une atteinte à son honorabilité commerciale ?

Les parquets montreraient en vain de la discrétion dans les recherches, elles n'en amèneraient pas moins des tracasseries intolérables et pour y échapper il est certain qu'un grand nombre de commerçants renonceraient à faire usage des chèques. La loi aurait ainsi manqué son but qui est de développer cet instrument.

A l'unanimité moins une voix la commission s'est prononcée pour la suppression de cet article (Rapport Darimon). »

Cette voix était celle de M. Millet, ce député demandait que « l'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision après la délivrance du chèque fussent punis, en cas de mauvaise foi, d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, sauf s'il y a lieu à l'application de l'article 463 du même Code ».

Cette rédaction ne fut pas adoptée. M. Millet lui-même y renonça « attendu que dans le cas où l'intention frauduleuse sera prouvée, la vindicte publique pourra recevoir satisfaction par la seule application du droit commun ».

Ce fut la solution qui prévalut : d'où la formule « sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu ». On voit les étapes par lesquelles passa le texte avant de recevoir sa teneur définitive. Le projet du gouvernement proposait d'expliquer spécialement l'article 405 du Code pénal : La commission s'y refusait, prétendant que le droit commun suffisait et l'Assemblée suivait sa commission, mais en spécifiant cependant que l'impunité n'était pas assurée pour les tireurs qui émettraient les chèques sans provision ou retireraient la provision après émission.

Les motifs de cette décision sont curieux ; ceux qui la soutiennent comme ceux qui la combattent prétendent travailler à la diffusion du chèque. C'est que dans cet instrument il y a plusieurs personnes en cause, dont les intérêts sont ou peuvent être contra-

dictoires : Les porteurs souhaitent une répression sévère; les tireurs une répression légère ou nulle. En 1865 la balance penche du côté des tireurs, parce qu'on veut les habituer à cet instrument et qu'on craint qu'ils n'en éprouvent quelque ennui. Mais c'est un peu sacrifier les porteurs, qui cependant sont en général plus intéressants, puisqu'ils ont fourni une prestation et qu'à la place ils reçoivent un chiffon de papier. Sans doute les recours du droit commun leur sont réservés, mais à l'épreuve ce système va se révéler insuffisant. C'est l'origine de la loi du 2 août 1917.

Elle a sa source dans une proposition de loi de MM. André Hesse et André Honnorat (11 juillet 1916, n° 2329). Voici les extraits de l'exposé des motifs : « Les sanctions légales à l'encontre du tireur même de mauvaise foi sont tout à fait insuffisantes; au point de vue fiscal, l'effet dégénère en une lettre de change, insuffisamment timbrée; il aurait fallu le timbre proportionnel. Il y a donc lieu à l'amende de 6 pour 100 calculée sur la somme pour laquelle le chèque est tiré. »

Au point de vue pénal, la jurisprudence estime que les tribunaux répressifs sont désarmés. Seule l'application de l'article 405 du Code pénal a pu être envisagée. Mais le simple mensonge est insuffisant dans notre droit pour constituer l'escroquerie; il faut qu'il s'y ajoute des manœuvres extérieures telles que la mise en scène frauduleuse ou l'intervention d'un tiers qui vient donner du poids au mensonge de l'escroc ⁽¹⁾. Or force a été de reconnaître aux tribunaux que le tireur de mauvaise foi d'un chèque non préalablement provisionné ne remplit pas par la simple remise du

(1) Voyez notamment un arrêt de la Cour de cassation du 30 octobre 1903.

Attendu que les peines correctionnelles dont l'application est réservée par l'article 6 de la loi de 1865 ne sont encourues que dans les conditions prévues par l'article 405 du Code pénal et que la remise des chèques même non datés et sans provision préalable à l'effet d'obtenir une décharge ne saurait à elle seule constituer une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 405 du Code pénal; attendu qu'en dehors de la remise des chèques dans les conditions ci-dessus rappelées, l'arrêt attaqué ne spécifie à la charge du demandeur aucune circonstance, aucune manœuvre telle que mise en scène ou intervention de tiers destinés à donner force et crédit aux mensonges du demandeur même produits par écrit; d'où il suit qu'en faisant application au prévenu des pénalités édictées par l'article 405 du Code pénal, l'arrêt attaqué a expressément violé ledit article (*Bulletin criminel*, n° 349).

chèque les conditions le rendant passible des peines de l'article 405. La Cour de cassation décide que si la négociation s'accompagne de faits extérieurs destinés à accréditer les allégations mensongères du tireur et à persuader par un ensemble de manœuvres sa qualité de créancier : elle peut constituer une escroquerie, mais que dans tous les autres cas la remise d'un chèque sans provision n'est pas un délit (Chambres criminelles, 30 octobre 1903 et 8 juin 1912) « attendu, dit ce dernier arrêt, que la remise d'un chèque sans provision préalable ne peut à elle seule constituer une manœuvre frauduleuse aux termes de l'article 405 du Code pénal ».

Dans son rapport sur cette proposition (9 février 1917, n° 2985) M. Bokanowski rappelle l'évolution de la question lors de la loi de 1865, il cite l'article 7, les craintes qu'il provoque et ajoute : « Sans écarter complètement ces objections qui n'ont pas perdu toute leur valeur, il faut reconnaître que la pratique des chèques est devenue assez courante pour que la crainte d'avoir maille à partir avec la justice n'en arrête pas le développement. Mais il est évident que les fournisseurs accepteront plus volontiers d'être payés en chèques s'ils savent que ceux qui leur remettent s'exposent à une condamnation sévère, si la provision est inexistante ou insuffisante. »

Au point de vue pénal le porteur d'un chèque non provisionné n'a même pas, dans la plupart des cas, la ressource d'un recours à la justice criminelle. Seul en effet l'article 405 punissant l'escroquerie pourrait être invoqué, mais ici encore la jurisprudence a décidé que : « ne commet pas l'escroquerie visée par l'article 405 l'individu qui émet des chèques postdatés et sans provision préalable sur une banque avec laquelle il est en relations d'affaires... ». La simple remise du chèque postdaté et sans provision préalable ne saurait, en l'absence d'une mise en scène ou de l'intervention d'un tiers tendant à donner force et crédit aux allégations mensongères du tireur, constituer une manœuvre frauduleuse (tribunal de la Seine, 9^e chambre, 21 juin 1901, Dalloz 1902-2-11-Cassation, 30 octobre 1903; *Bulletin de cassation*, matières criminelles, 1903, n° 349, page 589; cassation, 8 juin 1912; *Bulletin criminel*, 1912, n° 308, p. 562).

D'après l'honorable rapporteur, le besoin s'impose donc d'un

texte nouveau pour permettre en tout cas aux tribunaux d'atteindre le délinquant qui aura de mauvaise foi tiré un chèque sans provision. Il faut, si l'on veut que le chèque soit reçu comme un billet de banque, que le faussaire soit puni sévèrement ainsi que l'est le falsificateur de ce billet.

L'exemple de l'Angleterre est, d'après lui, démonstratif. « En Angleterre l'émission d'un chèque sans provision ne fait pas l'objet d'une disposition spéciale mais les magistrats ont compris : que le chèque constituait un des piliers de l'édifice du crédit, ceux qui en mésusent sont frappés des peines de l'escroquerie et de faux : le *hardlabour* et l'amende. » Il n'est pas douteux que cette répression ne soit pour beaucoup dans la confiance avec laquelle les chèques sont acceptés en Angleterre.

Mais tout en consentant aux tribunaux des armes nouvelles, M. Bokanowski prend bien soin de dire qu'il ne faut pas qu'en aucun cas une répression excessive vienne entraver l'essor d'un moyen de paiement utile à l'économie nationale. Il faut que les parquets se montrent plus sévères pour les escrocs et bienveillants pour les tireurs de bonne foi.

CHAPITRE II

Les sanctions de la loi du 2 août 1917

De même que la loi de 1865, la loi du 2 août 1917 comporte deux sortes de sanctions : sanctions fiscales, sanctions pénales.

1^o LES SANCTIONS FISCALES. — Elles sont les mêmes qu'en 1865 : amende de 6 pour 100 sur le montant de l'effet, mais avec cette réserve cependant que « si la provision est inférieure au montant du chèque l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque ».

La raison de cette différence est dans les faits suivants : par application des articles 1 et 2 de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 de la loi du 19 février 1874 combinés, un chèque n'était

valable et ne pouvait produire d'effet que si le tiré avait préalablement une provision suffisante pour que le montant en fût acquitté à première réquisition. Sinon on le considérait comme frappé dès l'origine d'une nullité radicale (cassation, 15 mars 1905, I, 340; Montpellier, 9 avril 1906, II, 238).

Cette solution était grosse des plus lourdes conséquences et dès le 29 mars 1909 la chambre des députés adoptait le texte suivant qui devait devenir pour partie le texte de la loi du 2 août 1917 : « Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de la dite provision. »

En conséquence l'amende fiscale ne devait plus porter que sur le « découvert ».

D'après la loi du 25 juin 1920, article 110, le taux de l'amende a été porté de 6 pour 100 à 9 pour 100, décimes compris, avec minimum de 150^{fr} (1).

2^o SANCTIONS PÉNALES. — Voici le nouveau texte : « Celui qui a de mauvaise foi émis (M. Drouets note, p. 289, que « pour qu'il y ait émission punissable il suffit que le tireur se soit dessaisi du chèque, après l'avoir signé et que le titre ait été ainsi lancé dans la circulation »). Il nous semble que de telles explications sont superflues; un chèque sans provision préalable ou disponible ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision est passible d'une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque ni être inférieure au quart de cette valeur.

Il s'inspire grandement de la proposition Hesse-Honnorat, mais il ne la reproduit pas cependant intégralement; elle était en effet ainsi libellée : « Quiconque se sera fait remettre ou délivrer ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, promesses, billets, quittances ou décharges, par la remise d'un chèque sans provision préalable ou avec provision insuffisante sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus

(1) Les chiffres ne sont plus exacts à raison de la loi sur le double décime du 23 mars 1924.

et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque ni être inférieure au quart de cette valeur nominale. L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit. »

On voit que MM. Hesse et Honnorat avaient étroitement suivi la rédaction de l'article 405 sauf en ce qui concerne la quotité des pénalités. Le rapporteur allégea la rédaction. « Il ne nous a pas paru nécessaire de faire une énumération, forcément incomplète des diverses opérations qui ont motivé la remise du chèque, l'émission du chèque non provisionné constituant un délit quel que soit l'acte qui en a motivé la remise. »

D'autre part la mauvaise foi du tireur n'était pas expressément exigée dans la proposition Hesse-Honnorat mais elle était nécessaire. « Il est bien évident que la mauvaise foi du tireur sera nécessaire pour que la loi lui soit appliquée. » Si le texte proposé ne le mentionne pas expressément c'est que c'est un principe général et absolu de l'incrimination pénale. Dans le texte définitif la mauvaise foi est mentionnée comme l'un des éléments constitutifs du délit.

Si par exemple ayant épuisé tout le crédit dont elle disposait chez son banquier, une personne tire un chèque dans l'ignorance où elle se trouve de l'état exact de son compte, elle ne tombe pas sous le coup des peines portées par la loi de 1917 (tribunal de Commerce, Seine, 15 février 1922. *Bulletin judiciaire*, 1922, p. 35, dans Drouets, p. 279), il ne s'agit plus d'un délit contraventionnel tel que le prévoyait la législature de 1865 qui frappait de l'amende toute remise de chèque insuffisamment provisionné. Les nouvelles dispositions ne sont applicables que s'il y a eu intention coupable et préjudice.

M. Rousseau [*La provision dans le chèque (Revue pratique de législation et de jurisprudence du tribunal de commerce de la Seine*, 1922, p. 1301)] soutient que l'infraction existe, même si le préjudice dont était menacé le porteur ne s'est pas réalisé. Mais cette opinion est en contradiction avec les travaux préparatoires.

Au cas contraire seule l'amende fiscale pouvait suivant les circonstances être exigée, sans que le parquet ait à intervenir.

Le texte remanié fut adopté sans débat par le parlement; quelle est sa portée ?

Notons d'abord que l'application de l'article 45 reste possible

lorsqu'à la remise de mauvaise foi du chèque sans provision se seront ajoutées des manœuvres frauduleuses. Les tribunaux sont alors en présence d'une escroquerie pure et simple. La loi du 2 août 1917 n'a pas eu d'effet sur cette hypothèse :

Depuis comme avant, elle est réprimée par un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 à 3000^{fr} (1).

Mais la loi de 1917 innove en ce qu'elle vise le simple fait d'émettre un chèque sans provision ou de retirer la provision après émission à la seule condition qu'il y ait mauvaise foi.

Deux députés, MM. A.-A. Fould et Guy de Montjou, ont parfaitement indiqué que la loi de 1917 avait un rayon d'action plus étendu et plus simple que la loi de 1865 :

« Dans le système antérieur au 2 août 1917 l'émission du chèque sans provision n'était réprimée pénalement que si elle s'accompagnait de manœuvres frauduleuses, de mise en scène comme disent les décisions de justice. Il en résultait que les pénalités édictées par la loi du 14 juin 1865 étaient rarement appliquées, d'où une insécurité et par suite une entrave au développement du chèque. Cette insuffisance de notre législation paraissait avoir été comblée par la loi du 2 août 1917 qui punit le seul fait d'émettre un chèque sans provision ou le retrait de la provision après émission, à condition toutefois qu'il y ait mauvaise foi. »

Que l'état actuel de notre législation soit préférable à celui qui existait avant la loi du 2 août 1917, c'est ce qui ressort clairement d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine rapporté dans la *Gazette des Tribunaux* du 23 décembre 1918. On y voit en effet un prévenu qui est acquitté du fait de la loi du 14 juin 1865, mais condamné du fait de la loi du 2 août 1917.

Voici quelques considérants de ce jugement : « Attendu que le 29 septembre 1917 le sieur A. achetait au sieur S. après échantillonnage un lot de lentilles, en entrepôt à la Halle aux cuirs, moyennant le prix de 22 025^{fr}; attendu que S. s'étant rendu le même jour à la banque pour toucher un chèque on refusa de lui payer parce qu'il était daté du lendemain, fait dont A. s'était bien gardé de prévenir S., attendu qu'il fut d'autre part démontré par la suite que A. n'avait pas à la banque de provision suffisante

(1) Sauf l'effet de la loi de mars 1924.

en espèces pour payer le chèque; attendu qu'à raison de ces faits A. est poursuivi : 1^o pour escroquerie, 2^o pour émission de chèque sans provision, délit prévu par la loi du 2 août 1917.... »

Ceci étant, que fait le tribunal ? Il acquitte A. du chef d'escroquerie, mais le déclare coupable d'avoir depuis moins de trois ans à Paris de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable et disponible, délit prévu par l'article 2 de la loi du 2 août 1917 et le condamne en conséquence à 500^{fr} d'amende. Comme la loi de 1917 lui en fait une obligation, le tribunal relève avec soin la mauvaise foi : « Attendu que la mauvaise foi de A. résulte suffisamment de cette circonstance qu'au moment même où il émettait le chèque litigieux il savait parfaitement qu'il n'avait pas de fonds disponibles à son compte et de cet autre fait qu'il a postdaté son chèque sans prévenir S. »

Voici sur les pénalités encourues une réponse du Ministre des Finances à une question écrite de M. Méritan (9 mai 1923, n^o 17537) : « Le fait de créer un chèque sans qu'il y ait provision préalable et disponible constitue toujours une contravention fiscale et peut selon les cas constituer aussi un délit d'escroquerie ou un délit puni de peines moins sévères que celui de l'escroquerie. S'il y a fraude au préjudice du bénéficiaire du chèque accompagnée de manœuvres lui donnant le caractère de l'escroquerie, il y a lieu d'appliquer l'article 405 du Code pénal conformément à l'article 6 *in fine* de la loi du 14 juin 1865. Si le chèque est tiré sans provision préalable par un tireur qui connaît l'absence de provision sans qu'il soit fait emploi de manœuvres frauduleuses, le délit d'escroqueries n'existe pas. Toutefois la mauvaise foi du tireur suffit pour qu'il y ait délit correctionnel sanctionné par des peines moins graves que celles de l'escroquerie (article 6 de la loi du 14 juin 1865 complétée par la loi du 2 août 1917). Le retrait de la provision fait de mauvaise foi par le tireur après l'émission du chèque est puni des mêmes peines que l'émission de mauvaise foi. L'émission d'un chèque sans provision faite par erreur sans mauvaise foi de la part du tireur constitue une contravention fiscale punie d'amende. Le tireur est seul passible des pénalités prévues. En ce qui concerne la preuve du défaut de provision, la Cour de cassation considère comme suffisantes les présomptions graves, précises et concordantes fournies notamment par l'exer-

cice du droit de communication à l'administration de l'enregistrement établi par les lois du 23 août 1871, article 22, et du 23 juin 1875, article 7. Mais le refus de paiement n'implique pas nécessairement le défaut de provision; il y a pas lieu de percevoir même à titre provisoire sur les chèques protestés les droits et amendes que rend exigibles le défaut de provision préalable et disponible à moins que la preuve de cette absence de provision ne résulte d'autres circonstances de la cause. Si l'amende avait été perçue et que le refus de payer en fût injustifié par suite de l'existence de la provision, le tiré devrait rembourser tous les frais que son refus aurait occasionné, y compris l'amende. »

En résumé l'émission d'un chèque sans provision ou le retrait de la provision après l'émission sont en dehors des amendes fiscales susceptibles d'être frappées par leurs textes : l'article 405 du Code pénal et l'article 2 de la loi du 2 août 1917. Cet état de droit est-il satisfaisant ? (1). Il ne le semble pas si l'on en juge par la campagne qui se poursuit soit au Parlement, soit dans la Presse, soit dans les milieux d'affaires, en vue de renforcer et d'étendre les sanctions pénales.

Il y a lieu d'examiner de près les propositions nouvelles; méritent-elles d'être adoptées? Doivent-elles au contraire être rejetées?

CHAPITRE III

Amendements proposés à la législation existante

Le 17 décembre 1920 le député Valude déposait une proposition ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — Quiconque procédera à l'émission d'un

(1) Voici ce qu'écrit M. Drouets à ce sujet (p. 284) : « En pratique les juges font preuve d'une indulgence regrettable. Le plus souvent ils condamnent les tireurs coupables à une courte peine d'emprisonnement tout en les faisant bénéficier de la loi de sursis, à moins qu'ils ne se bornent à prononcer une faible amende. Il serait souhaitable dans un intérêt général que la loi fût

chèque sans provision préalable ou au retrait de la provision après délivrance du chèque est présumé avoir agi de mauvaise foi; il lui sera néanmoins possible d'apporter le cas échéant la preuve contraire.

» ART. 2. — L'auteur du délit prévu à l'article premier sera puni d'une peine de six mois à deux ans d'emprisonnement sans préjudice de l'amende fiscale prévue par l'article 6 de la loi du 14 juin 1865.

» ART. 3. — Le texte de la présente loi sera inscrit en tête de tous les carnets de chèques vendus ou distribués par les sociétés de crédit. Toute contravention au présent article sera punie d'une amende de 16^{fr} à 1000^{fr}. »

L'exposé des motifs est tout à fait sommaire.

Il est fait d'affirmations successives et sans beaucoup de lien entre elles. Le style y est fort négligé, à ce point que certains passages sont même difficiles à comprendre : il faut deviner, qu'on en juge : « sans vouloir comparer la situation financière de l'Amérique ou de l'Angleterre à celle de la France, il est permis de dire que si ces deux pays ont échappé à l'inflation fiduciaire dans une proportion non comparable à la nôtre, c'est en partie grâce à l'habitude prise depuis longtemps par leurs nationaux de se servir du chèque. Il est superflu de citer les nombreux exemples de paiement qui, aux États-Unis, s'effectuent par ce moyen commode et qui permet de résoudre toutes les crises de monnaie. En outre de ses avantages pour le public, le chèque, pour les intérêts généraux en présente de plus considérables encore ».

Sur l'influence que la vulgarisation du chèque peut avoir sur la crise monétaire et l'inflation, M. Maurice Kellerssohn a publié dans *l'Information financière* du 30 août 1924 à la suite des discussions à la Chambre et au Sénat (où M. Chastenet fit d'intéressantes observations) un remarquable article duquel nous extrayons les passages suivants :

rigoureusement et sévèrement appliquée dans les hypothèses où la mauvaise foi du tireur est évidente. C'est en partie grâce à la sévérité des lois et à la fermeté des juges qui les appliquent que le chèque est aujourd'hui en Angleterre un moyen de paiement d'un usage courant. »

« Chambre et Sénat viennent avant-hier de voter sans discussion le projet de loi réglementant le paiement des effets de commerce par chèque. Déposé le 18 mars 1924 et devenu caduc par suite des élections du 11 mai, le projet avait été repris le 9 juillet dernier, sous forme de proposition de loi, par M. Louis Marin puis à nouveau le 29 juillet 1924 par le gouvernement. Celui-ci a réclamé la discussion d'urgence et obtenu l'adoption sans difficultés. La matière n'est cependant pas aussi banale que beaucoup de députés et de sénateurs l'ont cru. De très sérieuses observations de principe auraient pu être présentées dont seul au Sénat, en essayant d'amorcer un débat, M. Chastenet semble avoir eu l'intention.

Ce qui mérite l'attention ce ne sont pas tant les dispositions commerciales et pénales prises par les trois articles (1) du projet de loi pour mettre le porteur de traites, que l'acceptant offre de régler en chèques, à l'abri de la déchéance qu'il risque actuellement si, le chèque étant demeuré impayé, il n'a pas le

(1) ARTICLE PREMIER. — L'article 162 du Code du commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Le refus de paiement doit être constaté par un acte que l'on nomme protêt faute de paiement. Ce protêt doit être dressé le lendemain de l'échéance, sauf dans le cas prévu ci-après où le porteur a reçu un chèque en payement.

» Si le lendemain de l'échéance est un jour férié légal, le protêt est dressé le jour suivant.

» Lorsque le porteur consent à recevoir un chèque en paiement, ce chèque doit indiquer le nombre et l'échéance des effets ainsi payés.

» Si le chèque n'est pas payé, notification du protêt faute de paiement dudit chèque est faite au domicile de paiement de la lettre de change dans le délai prévu à l'article 5 de la loi du 14 juin 1865.

» Le protêt faute de paiement du chèque et la notification sont faits par un seul et même exploit.

» Le tiré qui reçoit la notification doit, s'il ne paie pas la lettre de change, ainsi que les frais du protêt faute de paiement du chèque et les frais de notification, restituer la lettre de change à l'officier ministériel instrumentaire. Celui-ci dresse immédiatement le protêt faute de paiement de la lettre de change.

» Si le tiré ne restitue pas la lettre de change, un acte de protestation est aussitôt dressé. Le défaut de restitution y est constaté. Le tiers porteur

temps de faire protester la traite dans le très court délai légal, c'est-à-dire le lendemain de l'échéance au plus tard. Désormais si le chèque n'est pas payé, notification du protêt faute de paiement du chèque est faite au domicile de paiement de la lettre de change dans le délai de l'article 5 de la loi du 14 juin 1865. La non-restitution de la traite impayée constitue abus de confiance. D'autre part, la remise d'un chèque en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation de créance. Ces mesures sont de nature à lever les objections que soulevaient dans la pratique industriels et commerçants contre le règlement de traites par chèques en elles-mêmes, elles justifieraient difficilement une opposition.

Mais ce sont les conséquences économiques et monétaires de ces modifications aux articles 162 et 175 du Code de commerce qui demandent réflexion. Si le paiement par chèques des effets de commerce arrive dans l'avenir à vaincre la méfiance dont il souffre actuellement, les auteurs et défenseurs du projet de loi déclarent en attendre une économie de numéraire de plusieurs centaines de millions par mois : 300 millions, a dit le Ministre du Commerce; 200 millions, a dit le rapporteur de la commission sénatoriale du commerce. Il conviendrait tout d'abord de ne pas créer de malentendu sur cette économie de billets de banque à réaliser.

Qu'arrive-t-il sous le régime actuel ? C'est qu'aux environs des

est, en ce cas, dispensé de se conformer aux dispositions des articles 151 et 152 du présent Code.

» Le défaut de restitution de la lettre de change constitue un délit passible des peines prévues par l'article 408 du Code pénal.

ART. 2. — L'article 175 du Code de commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Nul acte de la part du porteur de la lettre de change ne peut suppléer à l'acte de protêt hors les cas prévus par les articles 150 et suivants, et par l'article 162, avant-dernier alinéa, du présent Code.

ART. 3. — « La remise d'un chèque en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation. »

jours d'échéance et principalement le matin de ces mêmes jours, c'est-à-dire pratiquement surtout aux fins de mois, les maisons de commerce retiennent dans leur caisse les billets qu'elles encaissent et envoient avec ensemble leurs employés retirer de leurs dépôts en banque les espèces dont elles ont besoin pour régler les traites qu'elles ont acceptées. Ces espèces retournent au bout de quelques jours aux banques, les bénéficiaires des traites payées en numéraire le reversant au crédit de leurs comptes en banque, ou le remettant dans une circulation qui normalement ne tardera pas à faire retour aux banques. Il n'en résulte pas moins périodiquement un accroissement des besoins de numéraire dans le pays. Là est la principale explication du gonflement régulier du chiffre de la circulation des billets de la Banque de France à la fin de chaque mois et de son dégonflement postérieur, phénomène auquel les personnes averties n'attachent plus grande signification.

Si l'on parvient par la vulgarisation du chèque à éviter ces déplacements de numéraire que l'on peut qualifier de ridicules, on réalisera, outre une économie de temps et outre la disparition des inconvénients du transport de sommes aussi importantes par les rues, un progrès technique certain.

Mais réalisera-t-on vraiment une économie de billets ? on réussira à supprimer « ces pointes » de circulation que l'on constatait mensuellement, et l'on aura raison de s'en féliciter. Aujourd'hui la Banque de France sait à l'avance qu'elle doit se ménager une marge d'inflation de quelques centaines de millions à la fin de chaque mois. Si la cause de cette inflation est supprimée, et si l'on en profite pour maintenir la circulation au niveau inférieur qu'elle atteint dans l'intervalle des poussées mensuelles, il y a économie certaine. Mais si l'on utilise la marge d'émission désormais disponible à mettre les mêmes centaines de millions en circulation pour d'autres besoins que ceux des échéances de fin de mois, il y a bel et bien inflation.

Si le chèque n'est pas à proprement parler une monnaie il est un substitut de la monnaie, un instrument de paiement qui rend plusieurs des services de la monnaie. On n'apprendra sans doute rien à personne en rappelant que la circulation monétaire d'un pays ne comprend pas seulement le numéraire émis mais les chèques

les traites, les bons à court terme. Une circulation ne s'apprécie pas seulement par le nombre des billets émis, mais par sa vitesse de mouvements et par l'abondance des moyens de paiement sans déplacement de numéraire utilisé. Si l'émission de 300 millions de chèques supplémentaires par mois devait autoriser l'utilisation à d'autres fins des 300 millions de billets qui précédemment étaient réservés pour les échéances, il y aurait une inflation incontestable.

La Banque de France le sait certainement. Et elle est assez jalouse de son billet pour ne pas s'y prêter facilement ». *L'Information*, dans un article non signé, a en outre présenté d'intéressantes observations sur la portée de la loi du 29 août 1924.

Cette méthode de paiement, critiquée par certains, réclamée, paraît-il, par les représentants autorisés des commerçants et industriels, ne laisse au débiteur la faculté de régler par chèques ses effets de commerce qu'à la condition que le porteur de l'effet (en général le banquier ou son représentant, l'encaisseur) accepte ce moyen de paiement. Il en eût été autrement si cette faculté avait été accordée au *payeur* qui, lui, aurait eu le choix entre le paiement en espèces ou par chèque.

D'autre part, comme il est souvent à peu près impossible au commerçant de savoir quelle est la banque qui lui présentera ses effets, il n'est pas possible non plus de savoir à l'avance combien chaque banque présentera d'effets, d'où impossibilité de préparer les chèques dès la veille. De là obligation pour le commerçant de ne point s'absenter le jour de l'échéance ou de laisser des chèques en blanc à son caissier pour les établir au moment de la présentation.

Obligation pour le commerçant d'avoir un compte dans chacun des établissements de crédit susceptibles de lui présenter des effets, car il n'est pas sûr que le banquier qui se chargera de la présentation accepte en paiement un chèque qui ne serait point tiré sur sa banque ou l'une de ses agences, puisqu'il a toujours la faculté d'accepter ou de refuser ce mode de paiement.

En ce qui concerne les règlements de commerçant à commerçant, le paiement par chèque n'est pas une nouveauté. Il est d'un usage courant depuis fort longtemps et, la nouvelle loi n'obligeant

pas le porteur de l'effet à accepter le règlement par chèque, il a donc comme précédemment le droit de l'accepter ou de le refuser.

Il existe, d'autre part, une vieille coutume commerciale, tout aussi pratique et qui, elle, permet aussi de réduire la circulation monétaire : qui n'a pas été sanctionnée par une loi, mais qui est très employée; elle consiste à domicilier les effets à payer par un commerçant *chez son banquier*. Il lui suffit de faire porter sur l'effet tiré par son fournisseur la mention payable chez M. X., banquier à X. (adresse). Cette mention sur toutes les traites à payer supprime en grande partie le roulement de fonds, puisque c'est le banquier qui paie. Il est bien entendu que le commerçant doit avertir son banquier, la veille de l'échéance, du nombre, de l'importance et des tireurs des effets qu'il devra acquitter pour son compte. En conséquence, suppression de l'obligation d'avoir un compte dans plusieurs banques.

Le seul inconvénient qu'on puisse reprocher à cette méthode est qu'il est nécessaire au commerçant d'avoir un banquier et un compte créditeur chez ce banquier, mais il en est de même pour le paiement par chèque, car pour utiliser le chèque il faut avoir également un crédit chez son banquier.

Nous ne mentionnons que pour mémoire la méthode de paiement par virements en banque, qui est trop connue pour qu'il y ait lieu de s'y arrêter.

M. le député Valude paraît croire que la loi de 1865 prévoit *seule* les sanctions pénales contre l'émission d'un chèque non provisionné. Il n'a fait absolument aucune allusion à la loi du 2 août 1917; c'est à croire qu'il ignore son existence; en France la législation du chèque a de tout temps été dominée par son caractère fiscal.

La loi du 14 juin 1865 elle-même répond au même souci, son article 6 dispose « le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est passible d'une amende égale à 6 pour 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré. L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende sans préjudice de l'application des lois pénales s'il y a lieu ». En fait, poursuit M. Valude, « l'amende fiscale n'est jamais appliquée et la loi pénale ne sévit que dans les affaires d'escroquerie les

plus caractérisées... ». Il nous a paru qu'il vaudrait mieux créer un délit spécial.

Cela a été déjà fait par la loi du 2 août 1917 mais il faut reconnaître que l'honorable député propose d'ajouter quelque chose : à savoir que la mauvaise foi du tireur serait présumée, quitte à lui à faire la preuve contraire; il y a là une suggestion que nous devons examiner de près.

Elle a contre elle : 1^o d'être contraire aux principes de notre droit et 2^o de rompre entièrement avec les tendances du législateur de 1865 et même de 1917. Dans notre législation soit civile soit pénale, c'est la bonne foi qui se présume.... Qu'est-ce à dire?...

M. Planiol l'a parfaitement indiqué, à notre sens du moins, quand il écrit : « la véritable nature des présomptions légales est généralement méconnue, on les rapproche des présomptions ordinaires et l'on voit en elles des modes de preuves. C'est ce qu'a fait le code Napoléon qui traite des présomptions légales dans les articles 1350 à 1352 entre la preuve par témoins et la preuve par indices. Ce point de vue est complètement erroné. La présomption légale n'est pas un mode de preuve, c'est une dispense de preuve. La loi intervient par une sorte de partialité plus ou moins justifiée pour intervertir les rôles dans le procès qui s'engage : elle *déplace le fardeau de la preuve* (*Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, édition 1915, p. 137). »

D'habitude la loi se place en quelque sorte à côté de celui qui est poursuivi, elle le protège jusqu'à ce qu'elle le frappe; si le demandeur fait la preuve ici elle se placerait à côté de ce dernier; il serait dispensé du fardeau de la preuve. Le tireur serait présumé de mauvaise foi. Cette présomption souffrirait d'ailleurs la preuve contraire.

On aboutirait ainsi à une répression quasi immanquable sinon très sévère et en quelque sorte automatique. Ce résultat serait intéressant et toute la question est de savoir s'il serait payé trop cher par le renversement du fardeau de la preuve qui est proposé ?

Quelle est donc la position du tireur de chèques ?

Par rapport au tiré il est le maître de l'affaire; c'est-à-dire que ce dernier doit en principe suivre ses instructions. Il a donc la faculté de reprendre la provision tant que le chèque n'est pas

présenté, d'autant que le tiré n'a aucun moyen de savoir qu'un chèque a été émis, il ne le sait que lors de la présentation. Il est donc de toute évidence que jusque-là le tireur peut disposer de son compte à la banque comme bon lui semble. Le retrait de la provision après l'émission du chèque reste donc possible jusqu'à la présentation, le chèque étant jusque-là inexistant pour le tiré. A plus forte raison le tiré doit-il obéir, s'il reçoit l'ordre de ne pas payer le chèque. Il n'a pas à intervenir dans le débat entre le tireur et le porteur; il ne connaît que son client et n'a qu'à se conformer à ses instructions; il n'a qu'à tenir ses fonds à sa disposition. Vis-à-vis du tiré, le tireur reste le maître du chèque qu'il a émis tant qu'il n'est pas présenté; à dater de ce moment le tiré a des obligations, il doit payer s'il y a provision, sauf ordre contraire de son client, ou circonstances spéciales faisant présumer que le porteur est illégitime.

Mais la situation est tout autre par rapport au porteur. Celui-ci est en général un créancier du tireur qui accepte un chèque en paiement parce qu'il le croit convertible en monnaie légale. S'il ne l'est pas pour une cause tenant au tireur, le porteur est dans la position de quelqu'un qui aurait reçu de la fausse monnaie et qui pourrait le démontrer : ici la preuve est facile, elle résulte des faits et normalement celui qui donne un chèque doit être frappé si le chèque n'arrive pas à bonne fin par suite de ses agissements. Il n'y a donc rien de trop exorbitant, semble-t-il, à le présumer de mauvaise foi, si le chèque n'est pas provisionné ou s'il est révoqué.

D'une part, en effet, les risques de paiement par chèque sont plus grands pour l'accepteur que tout autre mode de libération. Il est donc normal que le législateur vienne à son aide dans ses recours. Le tireur peut très facilement abuser de ce procédé de paiement : l'accepteur lui fait confiance : s'il trahit cette confiance, il est juste que sauf exception il soit présumé de mauvaise foi. Au point de vue de l'équité nous estimons que la solution préconisée par M. Valude, quoique contraire à notre système général d'inculpation, peut se soutenir étant donné l'espèce.

Naturellement il convient de réserver la preuve du contraire, la bonne foi sera rare dans les cas de chèques sans provision; généralement il s'agira d'un individu qui aura fait un petit dépôt dans une banque, se sera procuré un carnet de chèques et déli-

vrera des formules à ses fournisseurs, sachant parfaitement qu'il n'y a rien derrière.

La bonne foi sera au contraire assez fréquente dans les cas de chèques insuffisamment provisionnés, comme l'écrit M. Bokanowski (rapport n° 2985, 9 février 1917), les commerçants, même les particuliers ne sont pas toujours bien fixés sur la position de leurs comptes. Nos banques ne tiennent pas assez rapidement à jour les comptes de leurs clients. Le fournisseur préfère des espèces parce que l'encaissement du chèque lui coûtera un droit de commission parce que le délai de disponibilité est trop long, enfin dans certains cas parce qu'il peut craindre de n'être pas crédité.

Il est indispensable que nos banques s'organisent suivant le système anglais pour que les comptes soient mis à jour quotidiennement, pour que les chèques reçus en paiement des créances soient crédités le jour de la présentation s'il s'agit de la même place, dans les délais postaux s'il s'agit d'une autre place.

Les délais actuels sont beaucoup trop longs, on n'est guère crédité que le troisième jour sur la même place, le sixième pour des chèques tirés sur une autre place. Pendant ce temps celui qui a accepté un chèque en paiement est incertain sur le sort de sa créance; il doit d'autre part conserver des disponibilités pour faire face aux paiements qu'il aura lui-même à faire dans l'intervalle, alors que le montant du chèque devrait pouvoir déjà être utilisé comme provision. Ce sont là des milliards qu'il faudrait rendre chaque jour à la circulation.

Quant aux cas de retrait et surtout d'immobilisation de la provision, ils peuvent à notre sens être parfois licites; par exemple si le tireur avait remis un chèque à un fournisseur, ne se souvenant plus qu'il l'avait déjà payé et que se ravisant il retrouve la facture acquittée dans ses tiroirs.

Il peut, surtout si le fournisseur n'a pas de surface ou est suspect, interdire au tiré de payer le chèque.

En résumé, si par le fait du tireur un chèque n'arrive pas à bonne fin il nous paraît équitable que le tireur soit présumé de mauvaise foi, car dans l'immense majorité des cas il l'est en effet; que si d'aventure la présomption de la loi se trouve erronée il n'a qu'à le démontrer, ce sera généralement facile. D'ailleurs s'il

s'agit d'un tireur de bonne foi la difficulté ne naîtra même pas, la plupart du temps, car la banque tirée payera.

La suggestion de M. Valude est donc juste et normale, mais est-elle compatible avec le développement du chèque ? Nous avons déjà vu que le législateur de 1865 avait jusqu'à l'excès redouté de créer des ennuis au tireur, l'on craignait de l'effrayer, et s'il est permis de s'exprimer ainsi, de le rebuter de l'emploi du chèque. Ces préoccupations se retrouvent encore mais atténuées au moment du vote de la loi du 2 août 1917. Voici comment s'exprime M. Bokanowski dans son rapport n° 2988 (9 février 1917) : « Nous sommes tous disposés à donner aux magistrats les moyens et sanctions qui leur manquent parfois. Mais il n'est pas inutile de faire appel à tout leur discernement pour la poursuite de ce nouveau délit. Il ne faut en aucun cas qu'une répression excessive vienne entraver l'essor d'un moyen de paiement utile à l'économie nationale. »

Ce député croit que le délit de remise frauduleuse d'un chèque sans provision est assez rare. Il y a là une affirmation qui étonne. Les journaux mentionnent au contraire très fréquemment des cas de ce genre et les prétoires sont encombrés par les plaintes des porteurs de chèques non provisionnés.

Quoi qu'il en soit, M. Bokanowski s'emploie à écarter de la tête des tireurs les foudres des parquets, beaucoup de déposants sont encore peu familiarisés avec la lecture de leurs carnets de compte et tirent sans vérification suffisante; faut-il les inquiéter et les exposer à une poursuite correctionnelle sur la plainte d'un fournisseur irascible ?

Il importe que les banquiers se pénètrent de l'esprit de la disposition nouvelle et que pour éviter aux tireurs de bonne foi les inconvénients qui résulteraient du refus de paiement, ils n'hésitent pas à honorer leurs signatures lorsque la provision est inexistante ou insuffisante, mais qu'il s'agit évidemment d'une erreur qui sera aisément réparée.

Il va de soi que le délit n'existe qu'autant qu'un préjudice aura été subi par celui à qui le chèque aura été délivré. Au cas où le tiré fait confiance au tireur de bonne foi et acquitte le montant du chèque alors que la provision serait insuffisante, il ne saurait y avoir lieu à poursuite.

De même il importerait peu qu'au moment de l'émission il n'y eût pas provision si, dans l'intervalle, le tireur fournissait au tiré les fonds nécessaires, la bonne foi de l'émetteur ne serait pas douteuse et cet élément de tout délit, l'intention de nuire faisant défaut, l'action publique ne saurait s'exercer.

Ces assertions sont encore contestables, dans le droit français la provision doit être préalable et disponible, mais c'est être bien strict et l'on peut admettre qu'il suffise d'une provision lors de la présentation. Le porteur n'a pas d'intérêt réel à ce que la provision existe avant même qu'il ne se présente, le tout est qu'il trouve des fonds à la présentation du chèque. L'exigence de notre loi est logique, puisque le chèque est un procédé de paiement au comptant, mais n'a pas d'intérêt pratique. D'autre part, il n'est pas exact que l'intention soit un élément de tout délit. Il faut noter que nos anciens criminalistes ne s'occupaient pas de l'intention et que le Code pénal de 1810 ne la définit pas, d'où des difficultés considérables pour dire en quoi elle consiste et en quoi elle se différencie du motif. Il faut noter surtout qu'il existe des délits non intentionnels; « ce sont des délits d'imprudence ou de négligence (M. Hugueney à son cours), exemples : homicide et blessures par imprudences » (articles 319 et 320 du Code pénal).

M. Bokanowski insiste donc beaucoup sur le caractère du délit nouveau qui doit comporter la mauvaise loi, l'intention de nuire. Il est donc fort éloigné du point de vue qui, moins de trois ans après, sera développé par M. Valude. Que désirent à cet égard les milieux d'affaires ?

Dans un rapport fait au Comité central des chambres syndicales (séance du 28 juin 1923) la question de la sécurité du chèque revient sans cesse sous la plume du rédacteur, « mais pour que ce moyen de règlement se répande chez nous comme il convient, outre l'éducation à faire chez les particuliers, il faut encore donner au chèque le maximum de sécurité. Déjà si les sanctions étaient sévèrement appliquées et même renforcées en cas de manque de provision ou de blocage, chacun pourrait payer par chèques jusqu'à ses dépenses courantes, même là où il n'est pas connu avec l'appui de sa carte d'identité, comportant sa signature légalisée et mentionnant sa situation sociale ».

Pour les cas de blocage ou d'absence de provision, il n'est pas

toujours facile de prouver la mauvaise foi du débiteur et dans tous les cas, absence de provision ou blocage, il suffit souvent que le chèque ait été 5 jours sur la même place ou de 8 jours sur une autre place (ces délais comprenant le jour de l'émission) pour que les tribunaux soient portés à l'indulgence.

A la suite de ce rapport, le Comité central des chambres syndicales émit le vœu « qu'il y ait toujours présomption de mauvaise foi en cas de manque ou d'insuffisance de provision ou de blocage, qu'il s'agisse de chèques barrés ou non barrés, que la loi soit rigoureusement appliquée et que les dispositions pénales en soient insérées sur les carnets de chèques ».

On voit que le Comité fait sienne la proposition Valude et qu'il désire même la voir aggravée. Par suite on sera amené à reconnaître que le monde des affaires est acquis à toutes les mesures qui ont pour but d'augmenter les pénalités en cas d'usage abusif du chèque. La proposition Valude doit être retenue en ce qu'elle établit une présomption de mauvaise foi au tireur. Elle doit l'être également en ce qu'elle préconise l'insertion des dispositions pénales en tête de tous les carnets de chèques.

Sans doute cet avis n'arrêtera pas l'habitude des professionnels de l'escroquerie au chèque, mais il fera réfléchir les autres et les détournera peut-être de la mauvaise action. En tout cas le chèque se popularisant de plus en plus, il est bon que les tireurs soient spécialement mis en garde; sur les billets ne voit-on pas des inscriptions de ce genre ? L'article 139 du Code pénal punit des travaux forcés à perpétuité ceux qui auront contrefait ou falsifié des billets de banque autorisés par la loi, ainsi que ceux qui auront fait usage de ces billets contrefaits ou falsifiés.

Les carnets de chèques anglais comportent tout une série d'avis et de conseils; c'est une pratique rare en France, mais qui mériterait d'être encouragée.

Enfin la proposition Valude préconise une aggravation des pénalités : six mois à deux ans d'emprisonnement au lieu de deux mois à deux ans dans la loi du 2 août 1917. Sur ce point encore les milieux d'affaires n'élèvent pas d'objection, bien au contraire !...

En définitive la proposition Valude a dans l'ensemble reçu un accueil favorable. Malheureusement l'exposé des motifs en est presque inexistant et l'auteur paraît ignorer absolument la

loi du 2 août 1917 qui cependant a constitué une étape intéressante dans la voie de la répression pénale.

Certaines personnes se sont ingénérées à passer au travers des mailles de cette loi et ont imaginé de bloquer la provision, « Il advient, écrit M. Bokanowski dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi en date du 9 juillet 1921 (n° 3088), que le tireur d'un chèque, se ravisant après l'émission, croit devoir, non pas retirer sa provision, ce qui aurait pour effet de le faire tomber sous le coup de la loi du 2 août 1917, mais simplement donner l'ordre à son banquier de ne pas payer; il peut avoir pour agir ainsi de bonnes et légitimes raisons; il peut s'être aperçu par exemple après avoir tiré un chèque que le bénéficiaire ne lui en a pas fourni la valeur : la cause de l'émission du chèque peut avoir été viciée pour bien des raisons; or quelle doit être dans cette hypothèse, bien connue du monde des affaires sous le nom de « blocage du chèque », l'attitude du tiré, du banquier chargé du paiement ? »

Observons d'abord que M. Bokanowski, *le rapporteur de la loi du 2 août 1917*, n'estime pas du tout que le blocage soit réprimé par elle, la Chambre des députés a voté le 2 août 1917 une loi destinée à réprimer l'émission des chèques sans provision préalable et disponible ou le retrait après l'émission de tout ou partie de la provision. Le législateur a ainsi donné au bénéficiaire d'un chèque les garanties qui lui manquaient jusqu'alors contre la mauvaise foi du tireur et il semble que dans le domaine pénal le nécessaire a été fait pour favoriser le développement de la pratique du chèque.

Mais en dehors des hypothèses prévues et sanctionnées par la loi du 2 août 1917, une protection de plus peut et doit être accordée aux bénéficiaires d'un chèque et cela dans le domaine purement civil », il est ainsi acquis que d'après le rapporteur de la loi du 2 août 1917 cette loi ne visait pas le cas de blocage. On verra que la jurisprudence en a généralement décidé autrement.

Quoi qu'il en soit, si un chèque bloqué est présenté au paiement, alors qu'il y a provision, que doit faire le banquier ? Deux théories sont en présence, d'après M. Bokanowski. En vertu de la première théorie à laquelle paraît se rallier la jurisprudence du Tribunal de commerce, le chèque étant par sa nature même un mode de paiement équivalent à un versement en espèces, le bénéficiaire

possède dès qu'il est sorti des mains du tireur un droit acquis qui le constitue *ipso facto* propriétaire de la provision, le bénéficiaire doit donc avoir, nonobstant toute défense ou opposition, le droit d'exiger le paiement du tiré et de l'y contraindre par justice.

L'autre théorie qui a pour elle l'autorité de la Cour de cassation considère le chèque comme un simple mandat donné par le tireur au tiré de payer en ses lieu et place comme essentiellement révocable, en conséquence laissant au tireur le droit de prescrire au tiré de ne pas acquitter le chèque à présentation.

La jurisprudence est en réalité contradictoire. Dans une préface d'un Ouvrage tout récent de M. Georges Drouets : *La provision en matière de chèque*, M. le professeur Perceron en a indiqué le motif essentiel : « Le système français de la transmission au porteur de la propriété de la provision, système transporté à la lettre de change au chèque, introduit dans le fonctionnement de cette institution des contradictions et des heurts ignorés des autres pays ». Comme l'a très bien vu M. Drouets le nœud gordien du problème est dans le conflit des deux idées contradictoires et, quoi qu'on en ait dit, inconciliables.

D'une part le chèque est un mandat, donc révocable comme tout mandat, donné par le tireur au tiré de payer le porteur d'autre part dès l'instant de l'émission du chèque, le porteur devient propriétaire de la provision, c'est-à-dire de la créance du tireur contre le tiré.

Les décisions de justice se rattachent tantôt à l'une, tantôt à l'autre de ces compétitions.

A la Conférence de La Haye, en 1912, la question des rapports entre le bénéficiaire du chèque et le tiré fut examinée de très près sous cette rubrique : la loi doit-elle conférer au porteur de chèque le droit d'agir en justice contre le tiré ? (N^o 20 du questionnaire adressé par le gouvernement des Pays-Bas aux divers États, en vue de l'unification du droit relatif au chèque.)

Voici quelques-unes des réponses qui furent faites :

Allemagne : Le porteur d'un chèque n'aura pas le droit d'agir en justice contre le tiré.

Autriche : Non.

Hongrie : Non, parce que le banquier est dans la même relation avec son client dont il tient l'argent, que le caissier vis-à-vis de son chef. Or comme celui qui s'adresse au caissier avec un mandat de paiement émis par le chef ne peut agir en justice au cas de refus de paiement, contre le caissier, mais seulement contre le chef; ainsi en cas de refus de paiement du chèque le porteur ne pourra faire valoir ses droits contre le tiré mais seulement contre son client émettant le chèque, c'est-à-dire contre le tireur. *Du reste à cet égard tous les droits sont identiques, abstraction faite des textes juridiques français et écossais.*

France : Le porteur d'un chèque doit avoir le droit d'agir en public contre le tiré, ce droit dérive de ce que la propriété de la provision est transmise au porteur du chèque.

Grande-Bretagne : D'après le droit commun, le détenteur d'un chèque n'a aucun droit contre le tiré.

Italie : Une pareille action n'est pas justifiée.

En résumé, presque toutes les législations se refusent à reconnaître au porteur du chèque un droit contre le tiré, la nôtre fait exception, mais elle admet aussi, sans trop se soucier de concilier ces deux solutions, que le tiré doit obéir aux instructions du tireur; du moins, dans certains cas, il est ce que faisait observer M. Sichermann à La Haye. La doctrine et la pratique française se prononcent sur la possibilité du contre-ordre. On n'est autorisé il est vrai à se servir de ce remède qu'aux cas de perte et y assimilés. Mais ce n'est pas au tiré à examiner si l'avis était bien fondé et justifié; il a reçu l'avertissement, alors il ne paie plus; seul le tireur devra justifier qu'il a donné le contre-ordre à bon escient.

En fait, dans le cas de blocage, le porteur se trouve en face d'un procès à faire soit au tiré, soit au tireur, soit aux deux; or les procès sont, aujourd'hui surtout, longs, coûteux, aléatoires. C'est à ce point que tout créancier d'une petite somme a intérêt à ne pas poursuivre le débiteur qui récalcitre; il y serait de sa poche, d'où la proposition Bokanowski ainsi conçue : « Si le tireur d'un chèque ayant provision préalable et disponible fait postérieurement à l'émission de ce chèque défense au tiré de le payer, le porteur du chèque pourra faire décider par le juge des référés

si cette défense doit être maintenue pour être jugée au principal ou si, au contraire, il convient d'ordonner que le tiré payera nonobstant ladite défense. »

L'honorable député justifie ainsi sa proposition : « Il nous a paru qu'il convenait qu'une opposition au paiement d'un chèque fût sinon jugée, tout au moins examinée avec une particulière rapidité, pour que dans les hypothèses tout au moins où la mauvaise foi ou l'erreur du tireur ayant bloqué son chèque serait évidente, le bénéficiaire de ce chèque ne soit pas obligé d'attendre de longs mois la reconnaissance de son droit à la provision. Une extension de la compétence du tribunal, en matière de référé, permettrait d'atteindre ce but. Ne suffit-il pas de poser en principe que, lorsque le tireur d'un chèque ayant provision préalable et disponible fait, postérieurement à l'émission de ce chèque, défense au tiré de le payer, le porteur du chèque pourra faire décider par le juge des référés si cette défense doit être maintenue pour être jugée au principal ou si, au contraire, il convient d'ordonner que le tiré payera nonobstant ladite défense ? Ainsi lorsqu'il apparaîtra au juge des référés que ce blocage est inspiré par des motifs évidemment erronés ou de mauvaise foi, le magistrat usant de son pouvoir, d'appréciation comparable à celui qui lui appartient, par exemple lorsque, à défaut de titre exécutoire, on sollicite de lui une ordonnance à fin de saisie, on donnerait paiement immédiat. »

La solution préconisée par M. Bokanowski se comprend toute seule, il s'agit de gagner du temps ; mais donnerait-elle les résultats qu'il en espère ? Même la procédure des référés n'est pas bon marché aujourd'hui ; si l'on s'y fait représenter par un avoué, les frais varient entre 150^{fr} et 400^{fr} selon la probité professionnelle de l'avoué et la situation sociale du client. Si l'on y va soi-même, on perd une demi-journée et l'on n'est pas sûr de pouvoir se faire entendre surtout si l'adversaire a lui-même un avocat ou un avoué. Enfin, à Paris surtout, les audiences des référés sont absolument encombrées, le juge ne peut pas examiner les affaires sérieusement dans chaque sorte de contestation ; il s'établit une sorte de jurisprudence que l'on suit toujours, même si les espèces sont différentes les unes des autres. En définitive, la solution préconisée par M. Bokanowski est assez coûteuse, incertaine et inopérante ; peut-être complique-t-elle même le problème au lieu de le sim-

plifier et de le résoudre. D'autres remèdes s'imposent contre la pratique du blocage.

MM. A.-Achille Fould et Guy de Montjou ont cru les trouver dans la rédaction suivante, qu'ils proposent pour le troisième alinéa de l'article 2 de la loi du 2 août 1917, « celui qui a de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable ou disponible ou qui, après l'émission, a retiré tout ou partie de la provision *ou qui, de mauvaise foi, a usé d'un procédé quelconque après l'émission pour empêcher le bénéficiaire de toucher la provision*, est passible d'une peine d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ». Avec M. Bokanowski, les deux honorables députés estiment que la loi du 2 août 1917 ne punit pas le blocage, mais ils veulent la modifier de telle sorte qu'elle le punisse.

Sur ce point ils se séparent de leur collègue qui se contente de déférer le blocage au juge des référés mais ne propose pas de le réprimer pénalement. Le point de départ de la proposition Guy de Montjou-Achille Fould est donc le même que celui de la proposition Bokanowski; il est arrivé que certaines personnes ont essayé de tourner la loi du 2 août 1917 et de passer entre ses mailles. Voici le procédé employé : Le débiteur remet un chèque à son créancier, ce chèque est provisionné mais il le bloque (c'est l'expression de la pratique), c'est-à-dire qu'il défend au tiré de payer. Il importe que cet abus ne se généralise pas. On sait en effet que la diffusion du chèque est fonction de sa sécurité; le chèque ne se développera que s'il vaut de l'argent. Sans doute on ne peut pas du jour au lendemain espérer atteindre les résultats obtenus en Angleterre ou aux États-Unis, où le chèque a presque remplacé les billets de banque et les espèces métalliques.

C'est à ce point que 80 pour 100 au moins des paiements se règlent par chèques. Mais c'est un idéal vers lequel il faut tendre et c'est pourquoi toute mesure qui a pour effet d'accroître la sécurité du chèque doit retenir l'attention du Parlement, surtout aujourd'hui où l'inflation fiduciaire est si considérable.

La proposition Fould-Montjou a été en général très bien accueillie sauf en ce qu'elle abaisse le maximum de la pénalité à un an de prison au lieu de deux, mais les honorables députés ont expliqué

qu'ils n'entendaient, à cet égard, rien modifier à l'état de choses existant et que c'était une erreur d'impression.

Le Comité central des Chambres syndicales (séance du 28 juin 1923) y a donné une approbation complète.

La Chambre de Commerce de Narbonne (séance du 31 mai 1923) s'est également montrée favorable, de même la Chambre de Commerce d'Alger, toute mesure, « écrit son rapporteur M. Lepage, qui a pour effet d'accroître la sécurité du chèque, de contribuer par conséquent à en développer l'emploi et à diminuer de ce chef la circulation fiduciaire, est à préconiser ». En l'espèce la proposition de MM. Achille Fould et Guy de Montjou est à retenir.

Plus les législateurs et les tribunaux seront sévères et plus sûrement le but recherché sera atteint.

La Chambre de Commerce de Lyon partage ce sentiment. Nous ne pouvons, « écrit son rapporteur M. Guérin, qu'approuver ce libellé supplémentaire destiné à compléter celui de la loi du 2 août 1917 ; *il serait très souhaitable que les tribunaux, saisis de plaintes contre les fraudeurs en matière de chèques, se montrent d'une extrême sévérité, car l'usage des paiements par chèques ne pourra se développer que si ce dernier vaut de l'argent.* Notre Commission de législation industrielle et commerciale nous propose donc d'approuver la proposition de loi de MM. Fould et de Montjou tendant à compléter l'article 6 de la loi du 14 juin 1865 ».

Ce rapport fut adopté à l'unanimité.

La Chambre de Commerce de Montpellier s'est prononcée dans le même sens (*Le Figaro*, 9 juillet 1923).

La presse a également fait bon accueil à la proposition dans « *Chimie et Industrie* (mai 1923), M. Max Lambert écrit que si l'on veut que l'emploi du chèque se développe, rien n'est plus indiqué que d'en accroître la sécurité par l'adoption d'une législation sévère, et de nombreux journaux de finances et de bourse ont émis des considérations analogues. Il est actuellement certain que les milieux d'affaires sont partisans d'une répression sévère et, en quelque sorte, automatique des fraudes en matière d'émission de chèques. Les craintes de M. Darimon en 1865, et même de M. Bokanowski en 1917, apparaissent comme chimériques et fâcheuses. On souhaite des pénalités rapides, certaines, immanquables et même élevées.

La proposition Fould-Montjou présente un caractère de généralité séduisant, parce qu'elle paraît déjouer par avance toutes les échappatoires que pourraient imaginer les aigrefins et les escrocs. L'addition de la loi du 2 août 1917 est en effet ainsi libellée : « ou qui de mauvaise foi a usé d'un procédé *quelconque* après l'émission pour empêcher le bénéficiaire de toucher la provision ». Il semble bien que désormais la trame est tissée de telle façon qu'il ne soit plus possible de passer au travers. A cet égard la proposition ne pouvait que rallier tous les suffrages étant donnée la mentalité que nous avons relevée dans les milieux industriels commerciaux et de banque.

Mais le tireur n'est pas placé par les honorables députés sous le coup d'une présomption de mauvaise foi, comme c'était le cas dans la proposition Valude.

Peut-être est-ce une erreur. On a déjà vu que la présomption de mauvaise foi serait, en l'espèce, normale et qu'elle est réclamée par l'opinion publique.

Mais il est permis de se demander si, en fait, la question est très importante. Sans doute, en règle générale, il est d'un haut intérêt de savoir à qui incombe la charge de la preuve : « il est très intéressant, écrit M. Planiol, de savoir lequel des deux adversaires est tenu de faire la preuve, parce que cette preuve est en général difficile à fournir; beaucoup de plaideurs y succombent, bien qu'ayant au fond le droit pour eux, tandis que leur adversaire n'ayant rien à prouver gagne son procès, uniquement parce que la preuve n'était pas à sa charge » (*Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 137, édition 1915).

Mais ici la preuve de la mauvaise foi est-elle si difficile que cela à fournir? Il ne semble pas, du moins dans l'immense majorité des cas. Le chèque est généralement tiré sur une banque, il sera facile de relever les comptes du tireur et de voir si la bonne foi est possible ou non. Par exemple s'il n'a jamais eu que des dépôts modestes et s'il émet un chèque d'une grande valeur, il est clair qu'il ne peut pas être de bonne foi. S'il s'agit, au contraire, d'un tireur dont les chèques sont d'habitude provisionnés et dont le compte créditeur ne couvre pas entièrement le chèque émis, il y a lieu de croire qu'il est de bonne foi. Dans ce cas, d'ailleurs, il est probable que la banque payera; cependant il ne faut pas se

dissimuler qu'en procédant ainsi, la banque court un certain risque car il pourrait se faire que ledit chèque fût faux ou falsifié, majoré, et alors la perte serait pour le payeur. Ce sont là des questions d'espèces, mais dans lesquelles la bonne ou la mauvaise foi apparaît assez aisément, étant donné que la banque possède le compte du client et qu'il pourra être produit devant la justice. La bonne et la mauvaise foi y sont en quelque sorte inscrites en caractères assez apparents, néanmoins il semble que la proposition Fould-Montjou pourrait être amendée en ce sens que la mauvaise foi du tireur pourrait être présumée, quitte à lui à apporter la preuve contraire. Mais objection essentielle, la proposition n'est-elle pas superflue et inutile ?

Dans un rapport en date du 14 novembre 1916 (n° 416), M. le sénateur G. Chastenet rappelle l'observation de Montesquieu, à savoir que le grand nombre des lois est un signe de la décadence des peuples, « s'il nous est permis à propos des deux projets de loi dont il s'agit (extension de la capacité passive aux agents de change en matière de chèques barrés, possibilité de domiciliation) de faire une observation d'ordre général, elle tendrait à appeler l'attention du Gouvernement sur l'abus des textes législatifs... ».

En ce qui concerne les agents de change un texte était-il bien utile pour leur permettre d'être considérés comme banquiers au point de vue de la présentation des chèques barrés ? Les tribunaux ont-ils jamais été saisis de la question.

En ce qui concerne la domiciliation des chèques pour paiement une loi était-elle encore bien nécessaire, alors qu'il semble que l'administration n'avait qu'à renoncer d'elle-même à des prétentions fiscales qui d'ailleurs nous paraissent tout à fait critiquables ?

Là encore la question a-t-elle été portée devant les tribunaux ou même seulement devant le Conseil d'État pour avis du Gouvernement ?

On pourrait même se demander si l'on n'aurait pas pu faire l'économie de la loi du 30 décembre 1911 sur les chèques barrés, alors qu'elle n'a fait que sanctionner des usages et qu'en matière commerciale les usages suffisent pour imposer leurs lois aux tribunaux.

Ici la question est différente, car l'on est en matière pénale et

l'on se trouve en face de l'adage bien connu « Nulla Poena, sine Lege » c'est-à-dire nulle peine sans un texte qui la prononce.

C'est le principe de la légalité des peines.

Les conséquences principales sont les suivantes :

a. Le juge ne peut pas imaginer des peines.

b. Le juge ne peut créer des infractions non prévues par la loi « nullum crimen sine lege ».

c. Les lois pénales doivent être interprétées restrictivement « poenelia sunt restringenda », c'est-à-dire qu'il n'appartient pas au juge de combler les lacunes d'un texte légal.

Certains criminalistes mus par des idées de défense sociale veulent laisser aux juges des pouvoirs plus étendus et leur accorder la faculté de corriger les lois insuffisantes. La Haute Cour de Justice s'est arrogée ce droit dans un procès récent.... Le pouvoir législatif paraît lui-même entrer dans cette conception ; par exemple, il n'a pas défini le délit de spéculation illicite et de ce fait les tribunaux se sont trouvés munis d'un pouvoir presque arbitraire.

Cette tendance est-elle à encourager ?

MM. Fould et Guy de Montjou ne le croient pas ; il importe, écrivent-ils, que la séparation des pouvoirs soit respectée et que les tribunaux restent dans leur rôle, qui est d'interpréter les lois non d'y ajouter. Ces deux députés pensent en effet avec M. Bokanowski dont l'autorité est considérable en la matière puisqu'il était rapporteur de la loi dont la portée est discutée, que la loi du 2 août 1917 n'a ni prévu ni réprimé le blocage.

Il est jusqu'ici intervenu quatre décisions de justice sur la question. Une seulement s'est prononcée dans le sens de MM. Bokanowski, Fould et Guy de Montjou, les trois autres ont accueilli la solution contraire, c'est-à-dire ont admis que le blocage tombait sous le coup de la loi du 2 août 1917. Voici d'ailleurs l'exposé de l'espèce dans ses lignes essentielles.

Un courtier avait acheté un certain nombre d'automobiles dans une maison connue (Citroën), livrables à une date donnée et pour un prix déterminé. Mais par suite de la guerre et de la hausse de toutes choses qui en avait été et qui en est la conséquence la firme d'automobiles avait refusé d'exécuter ses engagements et avait imposé au courtier un prix nouveau et des délais. Déses-

pérant d'entrer autrement en possession des automobiles, le courtier avait feint de souscrire aux exigences du vendeur et lui avait remis un chèque égal au nouveau prix. Ce chèque était provisionné mais il avait fait défense à sa banque de le payer, estimant qu'il était victime d'une contrainte injuste et qu'il ne devait que le prix primitivement fixé. Le courtier avait donc usé d'un subterfuge pour se faire livrer les automobiles, mais ce subterfuge, s'il ne se justifiait pas, trouvait cependant une certaine explication dans les procédés du vendeur.

Toute la gamme des juridictions a été mise en mouvement pour cette affaire. C'est d'abord un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 4 juin 1920 dont voici quelques considérants : « attendu que le législateur, en mentionnant spécialement le cas de celui qui après l'émission du chèque a retiré tout ou partie de la provision, prévoit la fraude la plus grave qu'on ne saurait en conclure qu'il reconnaisse licite l'opposition au paiement du chèque dont le préjudice est moins direct que le retrait de la provision mais qui constituant la négation du but visé ne permettrait les poursuites que danx le cas d'escroquerie comme sous le régime précédent. »

L'argumentation du tribunal est donc la suivante : Le législateur dans la loi du 2 août 1917 a réprimé les faits les plus dangereux pour le bénéficiaire du chèque; quant aux faits moins dangereux ils ne sont pas spécialement visés, il est vrai, mais ils le sont implicitement dès qu'ils sont en contradiction avec le but poursuivi par le Parlement et qui est d'après le tribunal d'assimiler le paiement par chèque, au paiement par billets ou espèces métalliques. On voit que la maxime « nullum crimen sine lege » n'est pas respectée. Il y a là une tendance qui a ses avantages mais qui n'est pas sans danger pour la liberté individuelle.

Elle a ses avantages en ce que le formalisme qui, dans l'opinion publique, rend le droit parfois peu sympathique, se trouve atténué. Mais d'autre part elle présente des risques assez sérieux pour l'individu qui est ainsi livré à un certain arbitraire des juges.

Ce n'est pas tout, le tribunal n'admet pas que le courtier fût de bonne foi, « attendu que D... n'est pas fondé à alléguer sa bonne foi ou l'absence de préjudice, que c'est en pleine connaissance de cause qu'il a frauduleusement obtenu la livraison des trois automobiles dont la vente était faite au comptant et que Citroën ne

lui aurait pas remis s'il avait su que le chèque était sans provision. Attendu que l'insolvabilité du tireur n'est pas un des éléments ou délit que celui-ci ne disparaît donc pas par le fait qu'à la suite d'offres, d'opposition et de cautionnement la somme litigieuse 69 250^{fr} est actuellement consignée, que Citroën dépossédé de ses trois voitures contrairement aux conventions intervenues ne pourra en toucher le prix qu'à l'issue peut-être lointaine du procès où le défendeur qu'il aurait dû être, il se trouve en posture de demandeur ».

Le tribunal ici encore est en contradiction absolue avec les travaux préparatoires. Dans le rapport Bokanowski il est nettement dit : « que les nouvelles dispositions que nous insérons dans l'article 6 de la loi de 1865 ne sont applicables que s'il y a eu intention coupable et préjudice ».

L'intention coupable est douteuse, le courtier : se croit victime d'un abus de droit de la part de la maison d'automobiles, il agit de ruse et se fait en somme, du moins peut-il le croire, justice à lui-même.

Quant au préjudice il n'est pas du tout du même ordre que le préjudice prévu dans la loi du 2 août 1917 et qui résulte de l'absence ou de l'insuffisance de la provision, le chèque du courtier était bon, seulement le paiement en était suspendu jusqu'à décision de justice. Il était momentanément paralysé.

Si l'affaire tournait en faveur de la maison d'automobiles, le chèque redevenait payable et des dommages-intérêts pouvaient être alloués. Ce jugement était donc fort contestable, et de fait ayant été déféré à la Cour d'appel de Paris il fut réformé.

Voici quelques-uns des considérants de cet arrêt : « Considérant tout d'abord qu'à l'émission du chèque (21 février 1920) il y avait une provision préalable disponible ainsi qu'en fait foi le relevé de compte de D..., à la banque S et qu'il n'a été effectué postérieurement à l'émission aucun retrait même partiel, points qui ne sont pas contestés, considérant qu'à défaut d'une disposition expresse de la loi on ne saurait par voie d'analogie ou d'assimilation ajouter au texte précis et limitatif d'une loi répressive, des modalités qui n'y figurent pas, qu'en l'espèce D... s'est borné à suspendre son paiement auquel il estimait ne pas être tenu jusqu'à ce que la justice ait statué sur le différend existant entre

lui et Citroën sans exposer toutefois celui-ci au préjudice qui eût résulté pour lui d'un retrait total ou partiel de la provision, si D... l'avait effectué en violation de la loi du 2 août 1917; qu'en effet Citroën a pu prendre les mesures conservatoires que justifierait la sauvegarde de ses intérêts pratiquant des oppositions entre les mains du banquier S..., qu'ainsi sa créance se trouve garantie tant par les sommes en banque que par celles déposées à la Caisse des dépôts et consignations à la suite d'offres réelles effectuées par D....

La Cour de Paris est aux antipodes du tribunal correctionnel, elle est en harmonie d'une part avec les principes généraux du droit et de l'autre avec les travaux préparatoires de la loi du 2 août 1917. Elle repousse l'interprétation par voie d'analogie et d'assimilation : la mauvaise foi de D... ne lui paraît pas prouvée; le préjudice subi par Citroën, lui semble inexistant. Bref sur tous les points son appréciation est différente de celle des premiers juges.

Cet arrêt a été l'objet d'un pourvoi en cassation et annulé : « Attendu que le prévenu n'avait obtenu la livraison des voitures par lui commandées qu'en échange du chèque que Citroën regardait comme un paiement définitif; que l'ordre donné par D... à son banquier de ne pas effectuer le paiement du chèque équivalait au retrait de la provision devenue indisponible et rendait illusoire la remise du chèque; que la situation ainsi créée avec une mauvaise foi qui ressort des constatations de l'arrêt attaqué était nécessairement préjudiciable à Citroën et contraire à l'esprit et au texte de l'article susvisé.

« Citroën, dit la Cour, tenait la remise du chèque comme un paiement définitif, mais est-ce bien la situation en France ? En Angleterre il semble bien, d'après les auteurs et les banquiers que nous avons pu consulter, que la remise d'un chèque vaut paiement. Mais en est-il de même chez nous ? Nous ne le croyons pas. Tout d'abord les travaux préparatoires de la loi du 14-20 juin 1865 ne sont pas favorables à cette conception. Qu'est-ce qu'un chèque ? disait Émile Ollivier. C'est un mode d'effectuer un paiement. Au lieu de prendre dans ma poche 100^{fr} je prends un morceau de papier qui représente 100^{fr}. Conséquemment quand vous voulez savoir quelles sont les règles juridiques qu'il faut appliquer ou

qu'il ne faut pas appliquer au chèque demandez-vous simplement quelles sont les règles ordinaires, établies en matière de paiement. »

Si les règles sont applicables en matière de paiement elles seront applicables au chèque. Sinon non. Or le paiement peut se faire de deux manières. Il peut se faire par le débiteur directement, personnellement, et il peut se faire également par un tiers que l'on prie de payer à sa place. On appelle cela « l'indication de paiement ». Dans le langage juridique il y a indication de paiement lorsque je dis à mon créancier : « Il m'est gênant que vous veniez chez moi prendre la somme que je vous dois, je vais faire un voyage, par exemple ou bien pour toute autre raison, je ne serai pas présent, adressez-vous à mon ami, à mon banquier, et ce banquier que je vous indique fera le paiement que je devais faire moi-même. »

Le chèque n'est donc qu'un procédé de paiement, ce n'est pas le paiement même. Ce point de vue a été très bien soutenu dans une thèse récente (L. BEMBERG, *La révocation du chèque en droit comparé*, recueil Sirey, 1923). « La remise d'une bonne monnaie vaut paiement parce que cette monnaie constitue une contrepartie réelle et effective de l'engagement assumé : avec elle le possesseur peut se procurer des équivalents des prestations qu'il a lui-même faites. La remise d'une fausse monnaie ne peut valoir paiement parce qu'elle ne représente rien de réel. Il en est de même du chèque que le tireur révoque avant la présentation. Le porteur garde sa créance primitive, le chèque n'est donc un mode satisfactoire de paiement que s'il arrive à bonne fin. *La remise d'un chèque est une étape dans le paiement*, ce n'est pas le paiement comme la remise d'une bonne monnaie, on est en face non d'un paiement ferme mais d'un paiement conditionnel : sauf bonne fin comme disent les banques. En conséquence, les risques du paiement par chèques sont plus grands pour celui qui les accepte que ceux des paiements en monnaie. Il importe de les réduire au minimum si l'on veut que le chèque se développe. »

Voici une décision de Lyon dans ce sens, du 10 juillet 1922. Nous l'analysons seulement. La remise d'un chèque, y est-il dit, ne se confond pas avec le paiement mais n'en constitue qu'une opération préliminaire, bien que cette remise confère au porteur

un droit privatif sur la provision. En conséquence, le tribunal compétent en cas de difficultés relatives au paiement n'est pas celui du lieu où le chèque est payé (*Gazette du Palais*, 29-30 octobre 1922).

Cet arrêt n'est pas isolé (voyez Toulouse, 11 mars 1868, Dalloz 1868, 2-85, Chambéry, 1^{er} juillet 1919, *Gazette du Palais*, 1920, I, Table).

Néanmoins la question est controversée, il y a en sens contraire un arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 22 juillet 1921 (*Gazette du Palais*, novembre 1921, p. 371) : « Si, dit cette Cour, dans les rapports du tireur avec le tiré, l'émission d'un chèque s'analyse en un mandat de paiement ainsi que l'indique d'ailleurs l'article premier de la loi du 14 juin 1865, dans les rapports du tireur avec le bénéficiaire elle transfère à ce dernier la propriété de la provision du jour où il a reçu le titre, La remise du chèque constitue donc, s'il y a provision, un paiement véritable ; équivalent à une donation en espèces, en sorte que le lieu du paiement d'une marchandise payée par chèque est le lieu où le chèque a été remis au vendeur et non le lieu où est située la banque où le chèque est payable. »

Cet arrêt a été généralement critiqué, néanmoins le rédacteur de la Note de la *Gazette du Palais* qui figure sous l'arrêt, écrit que, depuis la loi du 2 août 1917, il est manifeste que le législateur entend que le chèque fasse office de monnaie. C'est probablement cette conception plus moderne du chèque qui a fait prévaloir la solution ci-dessus.

Ce commentaire prête à des réserves :

La loi du 2 août 1917 n'a pas pour but de changer la nature juridique du chèque mais de renforcer la sécurité de cet instrument en punissant les pratiques qui jusque-là échappaient à la répression. Au surplus, la Cour de cassation admet que l'ordre donné par D... à son banquier de ne pas effectuer le paiement du chèque équivalant au retrait de la provision devenue indisponible. Nous avons assez vu que cette assimilation n'est pas exacte. Lorsqu'il y a retrait de la provision avant la présentation, le porteur se trouve en face du néant, tandis que dans le blocage le chèque n'est pas dépourvu de substance, il n'est que paralysé ; il est susceptible, dans un délai plus ou

moins rapproché, d'être réglé. La différence est donc très sensible. L'arrêt de cassation n'en tient pas compte.

Sur renvoi l'affaire D... vient devant la Cour d'appel de Rouen. La décision suivante intervient le 18 décembre 1922 : « Attendu que l'examen des travaux préparatoires de la loi ne laisse aucun doute sur l'intention qu'a eue le législateur de 1917 *qui voulait que le chèque fût reçu comme un billet de banque* de donner au porteur l'assurance de trouver une provision (Rapport Ratier au Sénat); que c'est pour répondre à cette préoccupation qu'il a exigé l'existence et la disponibilité de la provision, non seulement au moment de l'émission mais aussi au moment de la présentation en assimilant dans la répression qu'il a prévue le retrait total ou partiel de la provision après l'émission à la remise sans provision préalable et disponible; que sans avoir à rechercher si les auteurs de la loi ont complètement atteint leur but et si le texte qu'ils ont adopté embrasse tous les procédés pouvant être imaginés par le tireur pour empêcher le bénéficiaire du chèque d'en toucher le montant, il suffit de constater pour la solution ou litige que ce texte comprend tout acte par lequel le tireur retire tout ou partie de la provision faisant aliment au chèque.

Ces considérations sont assez singulières, la Cour prétend que le législateur *a voulu* que le chèque fût reçu comme un billet de banque. Ce n'est pas tout à fait exact, il l'a seulement *souhaité* et, dans ce dernier cas, il a pris diverses mesures indirectes propres à augmenter la sécurité de cet instrument. Il est bien vrai que la provision doit exister non seulement à l'émission mais aussi à la présentation, c'est même dans ce but que le législateur a décidé que la provision devait être préalable; la prélabilité n'a qu'un intérêt qui est de garantir d'une façon plus mathématique que la provision existera bien lors de la présentation.

Il est bien exact encore que le législateur de 1917 a prohibé tout acte par lequel le tireur retire tout ou partie de la provision faisant aliment au chèque.

Mais la difficulté n'est pas là, elle est toute dans la question de savoir si le blocage vaut retrait. Les premiers attendus de la Cour de Rouen sont donc ou inexacts ou en dehors du sujet. Mais en voici d'autres : « attendu que des fonds dus par un banquier ne forment la provision d'un chèque qu'autant qu'ils sont destinés

à pourvoir au paiement de ce chèque; qu'ils perdent cette destination en cessant d'être à la disposition du porteur, ils perdent en même temps le caractère de provision qu'ils avaient lors de l'émission; qu'il importe peu qu'ils restent dans la caisse du banquier à la disposition du tireur dès lors que, n'étant plus à celle du porteur, ils ont cessé de faire aliment au chèque et que par suite il n'y a plus de provision; il suit de là que si cette disparition de la provision est comme en l'espèce le fait du tireur, elle constitue de sa part sans qu'il soit besoin pour le dire de recourir comme l'ont fait à tort les premiers juges à une extension du texte pénal par voie d'analogie ou d'assimilation à véritable retrait de la provision, retrait qui tombe directement sous le coup des dispositions répressives de la loi du 2 août 1917 dès lors qu'il a été effectué de mauvaise foi. »

La Cour de Rouen n'admet pas en matière pénale les raisonnements d'analogie ou d'assimilation; à cet égard son attitude est la même que celle de la Cour de Paris; mais elle estime qu'en l'espèce ces raisonnements ne sont pas nécessaires et que le blocage est un mode de retrait, c'est qu'elle donne à l'expression « provision disponible » un sens nouveau, jusqu'ici cela voulait dire « provision à la disposition du tireur », pour la cour de Rouen cela veut dire « provision à la disposition du porteur » (1). Il importe peu d'après l'élu qu'il y ait des fonds dans la caisse du banquier à la disposition du tireur dès lors qu'ils ne sont plus à celle du porteur, cela revient à décider que le droit de révoquer le chèque n'appartient en aucun cas au tireur dès que le chèque est émis, sauf à la demande du bénéficiaire. C'est une solution qui serait assez raisonnable dans notre droit puisque, dès la remise du chèque, la provision est réputée propriété du porteur, mais c'est une solution qui n'est admise par personne, croyons-nous, ni en France ni à l'Étranger. Comme l'a montré M. Bemberg dans son opuscule

(1) Ce travail était terminé quand a paru un ouvrage de M. Jacques Bouteron : *Le chèque, théorie et pratique* (Paris, Dalloz). Cét auteur critique également l'arrêt de Rouen (p. 293). Il s'exprime ainsi : « Le raisonnement des juges d'appel paraît reposer sur une confusion et méconnaître à la fois le caractère juridique de la provision et de la disponibilité qui forme l'un de ses éléments essentiels. »

déjà cité, le droit de révocation du tireur est pratiqué partout dans les limites plus ou moins larges.

Le chèque en effet est un instrument complexe; il met en présence plusieurs personnes dont les intérêts et les positions sont divergents et quelquefois contradictoires.

D'un côté, il y a le tireur et le tiré dont les relations juridiques sont assez mal déterminées, mais en tout cas qui ont entre eux une convention expresse ou tacite en vertu de laquelle le tiré s'engage à suivre les instructions du tireur jusqu'à concurrence d'un certain maximum. Le tiré ne connaît et ne peut connaître que le tireur, le seul avec lequel il ait un accord; pour lui le bénéficiaire ne commence à compter qu'au moment où il présente le chèque et alors il n'est que le *double* du tireur. Si entre temps ce dernier le désavoue, le tiré n'a pas à s'immiscer dans le conflit, il n'a qu'à fermer sa caisse. Bref, que ce soit à un titre, que ce soit à un autre, un fait est acquis dans toutes les législations, le tiré ne peut plus payer un chèque dès que le tireur s'y oppose.

La conception que de fait la Cour de Rouen n'est vraie que du chèque certifié, c'est dans cette variété de chèque seulement que le crédit du tireur est jusqu'à concurrence *incorporé* au chèque. Dans le chèque ordinaire cette incorporation n'existe pas, n'est pas pratiquement organisée; le tireur continue, du moins dans ses rapports avec le tiré, de pouvoir disposer de la provision.

Mais la situation se présente sous un jour différent dans les rapports du tireur et du bénéficiaire. En émettant le chèque, le tiré a renoncé à ses droits sur la provision dans la mesure du montant du chèque : il a encore le pouvoir matériel de disposer des fonds puisque le tiré doit obéir à ses ordres mais il n'en a plus le droit sauf exceptions (perte, vol, abus de confiance, etc.). C'est l'application de la maxime « donner et retenir ne vaut » entendue dans un sens assez large; d'une main le tireur donne un chèque que le bénéficiaire n'accepte pas parce qu'il croit pouvoir le transformer soit en espèces soit en inscription en compte; et de l'autre il donnera au tiré les instructions qui ne permettent pas que ce résultat soit atteint. Il y a là en général un abus de pouvoir qui doit comporter des sanctions; de fait, le législateur a prévu des sanctions, mais seulement dans certaines hypothèses, le blocage n'y figure pas, actuellement il ne nous paraît donc pas illicite

et seule la Cour de Paris nous semble avoir fait une exacte interprétation des textes existants.

Mais admettons que l'on se range à la solution contraire et qu'on décide avec la Cour de cassation et la Cour d'appel de Rouen que le blocage est prohibé, parce que la provision est, dès l'émission¹ du chèque, transférée au porteur, il reste une question à résoudre : pendant combien de temps le tireur doit-il tenir la provision à la disposition du bénéficiaire ? Voici à ce sujet ce qu'écrit M. Bemberg dans l'opuscule précité : « Quelle est la portée exacte de la loi du 2 août 1917 ? »

On a beaucoup discuté sur la signification précise, mais on ne s'est pas, croyons-nous jusqu'ici, demandé pendant combien de temps elle protégeait le bénéficiaire du chèque. Rappelons-en d'abord les termes : « Celui qui a de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. »

La loi vise le retrait total ou partiel de la provision après l'émission ; mais pour qu'il soit réprimé, ce retrait doit semble-t-il avoir été effectué dans les délais de présentation bien que la loi ne le vise pas expressément. Cette solution nous paraît certaine, le législateur ne pouvant raisonnablement venir au secours du porteur que si celui-ci se conforme aux prescriptions légales ; or la loi décide que le chèque doit être présenté dans certains délais, « le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans un délai de 5 jours, y compris le jour de la date si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de 8 jours y compris le jour de la date s'il est tiré d'un autre lieu. Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans le délai ci-dessus perd son recours contre les endosseurs, il perd aussi son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais. Le porteur encourt donc des déchéances s'il laisse passer les délais légaux ; il paraît en outre certain qu'il est déchu du bénéfice de la loi du 2 août 1917 en ce que tombe la possibilité de poursuivre le tireur devant la juridiction pénale ; sinon la loi renfermerait une contradiction en quelque sorte

intrinsèque. D'une part elle inciterait le porteur à présenter rapidement son chèque de façon qu'il ne dégénère pas en un titre de crédit et qu'il reste un instrument de paiement et de l'autre elle le pousserait à la négligence en laissant à sa disposition l'action pénale (p. 36-37). »

Ces considérations nous paraissent rationnelles et exactes et cependant un point de vue différent vient d'être admis dans un jugement récent du Tribunal correctionnel de Paris. Dans le *Figaro* du 4 décembre 1923, on peut lire ceci : « La dixième Chambre correctionnelle a hier en matière de chèque rendu une décision qui semble tout à fait nouvelle. On enseignait jusqu'ici qu'un chèque devait être présenté en paiement dans les 5 jours de son émission. Le jugement du tribunal semble avoir abandonné ce principe. M. C... avait signé un chèque important — la provision existait alors — mais plus de 5 jours après alors que le chèque n'était pas encore touché, il la retira. On le poursuivit pour émission de chèque sans provision.

» Il protesta disant qu'il avait le droit absolu de la retirer puisque le chèque n'avait pas été présenté dans les délais. Le tribunal vient de le condamner à deux mois de prison, à la restitution de 35 482^{fr}, montant du chèque et à 8000^{fr} de dommage-intérêts, « attendu que, dit le jugement, le chèque est un instrument de paiement qui dessaisit celui qui l'émet de la propriété de la somme pour le montant de laquelle il est émis; que le dessaisi n'a plus le droit de disposer de la provision; qu'en vain on objecterait que le chèque doit être payé dans un délai de 5 jours; que cette disposition profite seulement aux endosseurs mais non à l'émetteur. »

Un nouvel arrêt vient d'être rendu dans le même sens.

Echo de Paris du 6 mai 1924.

Chronique des tribunaux.

Chèque sans provision.

« Le 20 octobre dernier M. Claiser était condamné à 2 mois de prison, 9000^{fr} d'amende et au paiement de 8000^{fr} de dommages-intérêts pour avoir émis un chèque sans provision.

Ce chèque était de 31 000^{fr} au bénéfice de l'État.

Mais 11 jours après l'avoir émis M. Claiser retirait sa provision de chez son banquier.

Le bénéficiaire avait donc eu 11 jours pour toucher le montant

de son chèque, mais il aurait dû se présenter chez son banquier avant le 6^e jour, il laissa passer ce délai (c'est l'État, avons-nous dit), il pécha par négligence; aussi lorsqu'il vint au guichet on lui répondit qu'il n'y avait plus de provision.

N'empêche que M. Claiser fut condamné comme je viens de le dire.

Mais il interjeta appel et la Cour, présidée par M. Boucard et après plaidoirie de M^e Delépine, a réduit toutes les condamnations à 500^{fr} d'amende.

Elle admet ainsi qu'il y a délit, bien que le retrait de la provision soit postérieur de 11 jours à la date d'émission du chèque mais elle admet aussi que la négligence du bénéficiaire est une cause d'atténuation pour le tireur. »

On avait toujours décidé jusqu'ici que le tireur ne devait tenir la provision à la disposition du porteur que pendant les délais de présentation; passé ce temps il pouvait la reprendre. Sans doute il restait débiteur du bénéficiaire dans les termes de l'obligation primitive qui les liait, mais non plus en vertu du chèque. Le chèque n'était d'ailleurs pas annulé *ipso facto* par l'arrivée des délais de présentation; le tiré pouvait continuer de le payer mais seulement si la provision existait toujours. La jurisprudence jusqu'au dernier jugement pouvait se résumer ainsi : 1^o le chèque restait payable après l'expiration des délais de présentation mais dans le cas où la provision se trouvait toujours chez le tiré; 2^o la provision pouvait être retirée par le tireur dès l'expiration des délais de présentation et le chèque privé d'effets; 3^o le porteur restait d'ailleurs créancier du tireur et le chèque désormais ne valait plus comme chèque mais comme reconnaissance de dette.

La dixième Chambre correctionnelle adopte un système nouveau. Et cela déjà donne à réfléchir. Sans doute il n'est pas interdit aux tribunaux d'innover; les juges doivent tenir compte des besoins de la pratique, mais ils doivent le faire avec réserve, car l'on n'est point d'accord sur « les besoins de la pratique ».

En croyant les servir on peut souvent les compromettre, il semble que ce soit le cas en l'espèce. Supposons que la solution admise par la dixième chambre arrive à prévaloir, c'en serait fait, croyons-nous, du système de règlement par chèques, même en admettant que la provision ne doive exister que pendant les

délais de présentation, le tireur est déjà exposé à des mécomptes et à des ennuis, car il est presque impossible d'être absolument au courant de l'état actuel d'un compte en banque, nous l'avons déjà dit et démontré. Que serait-ce si le tireur devait tenir indéfiniment provision pour les chèques qu'il a émis ? Il ne pourrait s'y retrouver ni s'y reconnaître.

Un compte en banque n'est point à l'état statique; il varie sans cesse s'alimentant par des remises, des détachements de coupons, des ventes de titres, des remboursements d'obligations, des lots, etc., s'amenuisant au contraire par des opérations de toute sorte, retrait par chèque, par billets, souscription d'actions et d'obligations, achat de titres, etc. Tous les six mois la banque envoie un relevé à son client détaillant les opérations effectuées soit à l'avoir soit au débit, ou simplement en indiquant le solde. Les deux procédés sont suivis : cela dépend des établissements de crédit. Entre temps le client ne sait qu'approximativement quelle est la situation de son compte. Quand il se croit à la limite de ses disponibilités il se renseigne près de sa banque qui lui indique le solde. Mais la banque ignore les chèques déjà émis, qui sont en circulation et qui n'ont pas encore été présentés; le client lui les connaît, si l'on admet qu'il ne doit maintenir la provision que dans les délais de présentation mais, sauf exception, il est hors d'état de s'en souvenir, si l'on estime que la provision doit être indéfiniment tenue à la disposition du porteur; c'est l'évidence même; dès lors il est très exposé à émettre des chèques sans provision ou surtout avec provision insuffisante et... à passer en correctionnelle.

Dans de telles conditions l'emploi du chèque comportera trop de risques pour le tireur; il préférera payer autrement, de telle sorte qu'en voulant favoriser l'essor du chèque la dixième Chambre correctionnelle arrive à l'arrêter. Le chèque est un instrument complexe; pour qu'il se développe il faut qu'il « se fasse bien voir » de plusieurs personnes : le tireur, le porteur et le tiré. La solution de la dixième Chambre est assurément favorable au porteur, mais elle crée de trop grands dangers pour le tireur; or sans tireur pas de chèque.

Ce n'est pas tout, la tendance de toutes les législations est de faire du chèque un instrument de payement et non pas un instru-

ment de circulation et de crédit. C'est pour cela que les chèques à délais de vue sont presque partout prohibés.

C'est pour cela que la postdate est pénalement réprimée. Or, si le point de vue de la dixième Chambre prévaut, le chèque pourra circuler presque indéfiniment puisque le porteur gardera vis-à-vis du tireur l'action pénale. De très graves conséquences découleront de là : 1^o Le chèque se substituera à la lettre de change, et le trésor y perdra des sommes importantes, puisqu'il y a des droits de timbre très réduits pour le chèque. Est-ce le moment de créer des trous dans les recettes publiques ? Ce danger existe déjà et le Parlement s'en préoccupe (proposition Guy de Montjou-Achille Fould, n^o 5514). 2^o Le chèque se maintenant indéfiniment dans la circulation, une nouvelle monnaie se trouverait ainsi créée. On aurait une circulation de billets de banque et d'espèces métalliques et une circulation de chèques.

Il n'est pas un économiste qui souscrive à un tel résultat. La 10^e Chambre correctionnelle méconnaît entièrement la fonction économique du chèque qui est de permettre de se passer de monnaie et d'opérer des règlements par virements et compensations. *L'éphémérité* de la vie du chèque, qui a toujours été regardée comme l'une des essentielles supériorités des chèques sur les billets de banque, se trouverait sinon supprimée, du moins compromise.

De pareils résultats *jugent*, au point de vue économique, le *jugement* de la dixième Chambre. Il faudrait qu'elle s'appuie sur des arguments juridiques bien solides pour que malgré tout on admette sa solution. Or est-ce le cas ?

Le tribunal n'invoque que deux raisons : l'une positive, l'autre négative ; il prétend : 1^o que la provision est au porteur à dater de l'émission ; 2^o que les délais de présentation ne profitent qu'aux endosseurs et pas à l'émetteur.

La première assertion a pour elle une jurisprudence ancienne et constante, dans le but de faciliter la circulation des effets de commerce, les tribunaux jugent depuis 1832 : « Que la provision appartient au porteur dès l'émission. » Cette solution a été tout récemment consacrée par le législateur (loi du 8 février 1922), elle prête à de très graves objections : elle est relativement récente — 1832 — elle n'était pas admise dans notre ancien droit, elle n'a

pas de base dans les travaux préparatoires des lois relatives aux effets de commerce ni au chèque ni dans les textes de ces lois, (sauf la loi du 8 février 1922), elle ne cadre pas avec le droit de révocation, qui du moins dans certaines hypothèses est unanimement et partout reconnu au tireur du chèque. Enfin c'est une doctrine qui n'est admise dans aucune législation étrangère, qui par suite ne s'impose pas et qui même constitue le plus grave obstacle à l'unification du droit en matière de chèque. Ajoutons encore que pratiquement elle n'offre qu'une utilité médiocre, parce que le porteur n'est pas en mesure de faire valoir ses droits contre le tiré, ce dernier se soumettant toujours aux instructions du tireur. Quoi que l'on puisse d'ailleurs penser, la jurisprudence française est fixée dans le sens que, dès l'émission, la propriété de la provision passe au porteur. Mais il s'agit, en l'espèce, d'une propriété conditionnelle, c'est-à-dire subordonnée à la présentation du chèque dans les délais légaux.

Le chèque est en effet un acte formel, c'est-à-dire un acte qui est réglementé par la loi; quoique se rattachant, semble-t-il, à cette conception, M. Bouteron approuve la décision du tribunal correctionnel (p. 240). Mais il le fait avec un certain embarras et sans produire d'arguments; il ne produit ses effets que s'il est conforme au type fixé par le législateur. Si les personnalités qui y figurent veulent bénéficier de ses avantages, il est indispensable qu'elles se soumettent aux prescriptions légales. Bref le chèque est un titre dont la rédaction et le maniement sont prévus dans une loi; parmi les conditions qui lui sont inhérentes il y a la question des délais: dès lors si le porteur ne les respecte pas il perd les protections spéciales qu'il tient des lois relatives aux chèques. Le chèque dégénère. Il n'est plus un chèque, mais il constitue encore une reconnaissance de dette, du moins en général.

D'après le tribunal, les délais de présentation ne profitent qu'aux endosseurs, et non à l'émetteur; c'est une affirmation trop absolue. Rappelons le texte: « Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs, il perd même son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après les délais. »

Qu'est-ce à dire? Ceci tout simplement que les endosseurs sont en toute hypothèse dégagés: que par contre le tireur reste

sauf exception débiteur du porteur. Mais il n'en résulte pas que la provision doive être maintenue chez le tiré à la disposition du porteur. Ce dernier garde en général un recours contre le tireur, mais en vertu du droit commun et non plus du droit spécial au chèque.

Le cas est analogue à bien d'autres et notamment à celui de la femme mariée qui a une hypothèque privilégiée, mais à condition de s'inscrire dans un certain délai, sinon son hypothèque privilégiée dégénère en hypothèque ordinaire. Il en est de même ici, la situation du bénéficiaire d'un chèque est une situation de privilège dont il ne peut revendiquer le bénéfice qu'en se soumettant aux prescriptions légales.

Peut-être la dixième Chambre correctionnelle a-t-elle été incitée à se prononcer dans le sens que nous critiquons parce que les délais de présentation lui ont paru trop courts et par suite dangereux pour le porteur. C'est en effet une des revendications les plus importantes et les plus pressantes de la pratique que celle d'une fixation de délais plus longs. Il est dans de nombreuses hypothèses mathématiquement impossible de présenter le chèque dans les délais de la loi, mais c'est au législateur qu'il appartient de réaliser cette réforme, d'ailleurs souhaitable, à la condition de ne pas dépasser des limites assez étroites. 10 ou 15 jours par exemple. Il est en effet avant tout nécessaire d'empêcher que le chèque ne se transforme pas en un moyen de crédit. Il est à présumer que la jurisprudence inaugurée par la dixième Chambre correctionnelle ne prévaudra pas. S'il en devait être autrement la loi du 2 août 1917 devrait être retouchée, l'action pénale doit être éteinte si le porteur ne présente pas son chèque dans les délais légaux, sous peine de rendre trop critique la condition du tireur et par conséquent d'entraver l'essor du chèque.

De cet exposé il résulte que, du point de vue pénal, la législation du chèque n'est pas au point. Il y a des procédés qui comme le blocage de la provision tombent, d'après certains tribunaux et d'après d'autres non, sous le coup de la loi du 2 août 1917, le texte n'étant pas assez général; d'où la proposition A: Achille Fould-Guy de Montjou.

D'autre part le délit prévu par cette loi n'existe que si la preuve de la mauvaise foi de l'émetteur est fournie par celui qui poursuit.

C'est une question de savoir si, en l'espèce, la mauvaise foi ne devrait pas être présumée; la proposition Valude se rattache à cette préoccupation. Enfin il est indispensable de savoir si le tireur qui dispose de la provision, mais seulement à l'expiration des délais de présentation, reste susceptible de poursuites pénales. Jusqu'à ces tout derniers temps la question ne s'était, croyons-nous, même pas posée, tant la négative paraissait aller de soi, mais le jugement de la dixième Chambre correctionnelle l'a mise à l'ordre du jour. Cela est si vrai qu'elle figure en ce moment au programme d'une des conférences du stage (samedi, 26 janvier 1924).

Dans le débat qui s'est institué c'est la thèse de la libre disposition de la provision pour le tireur après les délais de présentation qui l'a emporté.

Certes au regard du droit pénal l'état de choses actuel est bien préférable à ce qu'il était avant la loi du 2 août 1917, mais des retouches importantes restent à faire, du moins si l'on croit, comme nous, que la crainte du gendarme est pour beaucoup la raison de l'honnêteté.

CONCLUSION

Dans un rapport tout récent (n° 6720, 6 décembre 1923) M. Édouard Payen écrit : « Il faudrait arriver à ce que tous les achats soient soldés par des chèques », on en est loin et pourquoi ? Pourquoi le commerçant français recevant un chèque d'un de ses compatriotes n'est-il pas enthousiaste ? Pourquoi même voit-on souvent dans les chambres d'hôtel des pancartes spécifiant que les chèques ne sont pas reçus en paiement ? Et cela non pas seulement en France, mais en Italie, en Espagne, bref dans tous les pays latins ? C'est que l'industrie du chèque sans provision est toujours active particulièrement le samedi, depuis la guerre, grâce à l'institution de la semaine anglaise.

Le client de bonne mine fait son achat ce jour-là à la fin de la matinée ou l'après-midi et remet un chèque en paiement. Le samedi, à midi, toutes les banques sont fermées; impossible de se renseigner par téléphone ou autrement sur la solvabilité de l'acheteur. Si le commerçant est confiant il livre la marchandise, soit

dans son magasin, soit le soir même, comme on ne manque pas de le lui spécifier à l'adresse indiquée et ce n'est que 36 heures après (beaucoup de maisons de détail n'ouvrant pas le lundi matin) qu'il se trouve en face de l'escroquerie. L'escroc, lui, est au loin. Au cas où le chèque est barré, et il est curieux qu'un chèque barré inspire généralement une confiance plus grande, ces délais sont allongés au détriment de la victime.

Si l'on expose ces faits bien connus à un banquier il est rare qu'il ne réponde pas : « C'est la faute des lois ; elles punissent insuffisamment l'émission du chèque sans provision ; voyez ce qui se passe en Angleterre. »

Il est certain qu'en Angleterre l'usage du chèque est incomparablement plus répandu qu'en France. Mais est-ce bien pour le motif indiqué ?

Sans entrer à ce sujet dans l'examen des lois et des mœurs anglaises on peut rappeler qu'un progrès marqué dans le sens répressif a été apporté en France par la loi du 2 août 1917, qui prévoit outre une amende un emprisonnement de deux mois à deux ans. La situation s'est-elle beaucoup améliorée depuis cette époque ? Ces pénalités ou des pénalités plus dures, même sévèrement appliquées, empêcheraient-elles un escroc de tenter de se faire livrer par le procédé visé plus haut une importante quantité de marchandises rapidement monnayables ?

L'opération sans doute sera plus rare, mais par le seul fait qu'on saura qu'elle comporte de plus gros risques elle paraîtra moins facile, moins courante et aura peut-être plus de chances encore de réussir.

M. E. Payen n'a, on le voit, qu'une confiance assez limitée dans l'efficacité des sanctions pénales. Certes elles ne sont pas capables d'arrêter un escroc de profession ni même certains impulsifs qui sont tout au moment présent et pour qui l'avenir s'estompe dans une brume indistincte. Ils n'ont qu'une idée, se procurer immédiatement de l'argent de n'importe quelle façon ; pour les suites ils s'en remettent à leur chance, au hasard, à leurs familles....

Mais ce ne sont là que des exceptions et dans l'ensemble les sanctions pénales donnent à réfléchir. Il est vraiment difficile de le contester ; M. Payen lui-même l'admet implicitement puisqu'il

reconnaît que l'opération d'émission sans provision ou avec provision insuffisante sera sans doute plus rare. Ce serait déjà un résultat. Ajouterons-nous que le renforcement des pénalités nous paraît plus utile aujourd'hui que jamais. Depuis la guerre la mentalité d'une importante partie de la population s'est beaucoup modifiée et altérée. La richesse donne tout et dès lors la soif de l'argent est plus ardente qu'avant. Les atteintes à la propriété privée se multiplient de ce fait et l'opinion publique les condamne moins parce que beaucoup de fortunes se sont édifiées trop rapidement et par des procédés soit immoraux, soit amoraux.... A mesure que la moralité baisse, la répression doit s'aggraver, sinon le système social se disloque fatalement.

Que mettre d'ailleurs à la place de la répression ? A quoi recourir comme moyen de prévention ? M. Payen essayé de le dire.

« Le but à atteindre, écrit-il, est qu'un escroc n'ait pas de carnet de chèques entre les mains. Solution chimérique à première vue, mais dont il faut pourtant tenter de se rapprocher. Sans doute il faut écarter l'hypothèse du faux, du carnet de chèques fabriqué ou dérobé ; contre des actes de ce genre, comme contre le geste du caissier qui emporte inopinément la caisse un jour de paye il n'existe que des procédés de défense empiriques. »

M. Payen n'indique pas ces procédés ; peut-être le remède serait-il dans l'emploi d'un papier spécial pour formules de chèques. Si l'on fabrique moins de billets que de chèques c'est sans doute que la répression est plus sévère, mais c'est aussi que c'est plus difficile. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'escroquerie par fabrication de toute pièce de chèque est assez rare.

On peut donc se placer exclusivement comme le fait M. Payen dans l'hypothèse d'un carnet de chèques régulièrement délivré par une banque au titulaire d'un compte de dépôt.

Le chèque, fait-on souvent remarquer, n'est pas assimilable aux espèces monnayées ayant pouvoir libératoire, ce n'est qu'un instrument de crédit ⁽¹⁾. De quelles garanties est entourée la

(1) Il est nécessaire de préciser le sens de cette expression. Il ne s'agit pas par exemple d'assimiler le chèque à la lettre de change ; le chèque doit être payé à présentation. Mais il faut reconnaître que l'acceptation d'un chèque par un créancier implique la *confiance* dans l'émetteur.

A cet égard, c'est un instrument de crédit.

remise de cet instrument de crédit entre les mains du client ? Suffit-il à un passant de déposer dans une agence de quartier une somme infime pour pouvoir commettre le lendemain sous l'exergue de l'établissement de crédit le plus respectable, l'escroquerie dont nous venons de parler ? Le domicile, l'honorabilité, la solvabilité de ce passant sont-ils en quelque sorte contrôlés ? Des références, des parrains, sinon des garants, lui sont-ils demandés ?

Si toutes précautions esquissées ci-dessus sont prises, il est très probable que le chèque sans provision émis de mauvaise foi sera une infime exception.

Bref, M. Payen propose — comme bien d'autres avant lui — d'entourer de précautions la remise des carnets de chèques. Cette suggestion n'est certes pas à dédaigner, il est trop facile d'obtenir un carnet de chèques ; il suffit de se présenter, d'être muni d'une pièce d'identité et de faire un dépôt, même fort minime. Mais supposons que la banque s'informe du domicile, de l'honorabilité, de la solvabilité de ce passant, est-ce que la question sera résolue ? En Angleterre on est en train de renoncer à ces précautions qui autrefois étaient très strictes. Les parrains ne sont plus exigés que pour la forme et encore pas par toutes les banques. Le domicile des escrocs est généralement un Palace quelconque. L'honorabilité est chose sujette à fluctuation, il en est de même de la solvabilité qui est d'ailleurs difficile à vérifier. La Banque de France ne délivre pas de carnets de chèques à tout venant, or les émissions de chèques sans provision y sont aussi nombreuses que dans les autres établissements :

M. Payen conseille donc aux banques de se montrer sévères lors de la délivrance des carnets de chèques. Si malgré leur prudence des abus se produisaient, M. Payen estime que les banques seraient bien avisées en payant : « Que cette exception se produise, nous n'hésitons pas à penser que dans les limites bien entendues la banque agirait sagement et commercialement en payant le chèque au porteur de bonne foi quitte à poursuivre le tireur qui a trompé sa confiance. »

Il est permis d'estimer que le jour où les commerçants parisiens (grands magasins, hôtels, restaurants, commerce de luxe, etc.) sauraient que certaines banques acceptent de répondre aux vues très sommairement exposées ci-dessus et que seuls des spécia-

listes de ces établissements pourraient mettre au point ; les chèques tirés sur ces banques jouiraient en pratique d'un véritable privilège.

La quasi-certitude qu'ils seraient payés les feraient admettre presque à l'égal des billets de banque, ce qui est peut-être une hérésie en doctrine mais ce qui pratiquement est bien désirable.

M. Payen propose donc deux choses, l'une d'ailleurs conditionnant l'autre : Les banques ne délivreraient des carnets de chèques qu'à bon escient, mais si d'aventure un chèque sans provision était tiré elles le payeraient et se retourneraient contre l'émetteur.

Il est bien douteux que les banques veuillent s'engager dans cette voie. Leur politique aujourd'hui est tout autre ; elles s'attachent à n'avoir qu'un rôle passif en matière de paiement de chèques ; elles se présentent comme les caissiers de leurs clients, ne payant que s'il y a des fonds en compte. Ce rôle est plus facile à jouer que celui qui leur est suggéré par M. Payen et il implique moins d'ennuis et moins de risques. D'autre part les banques sont de moins en moins difficiles sur l'ouverture des comptes ; la concurrence est en effet très vive entre elles et elles ne peuvent négliger cette source de profits. Elles y songent d'autant moins que les directions des succursales ont des avantages personnels si leur agence se développe, avancement, pourcentage dans les bénéfices.

Quant à nous, nous estimons que les sanctions pénales doivent être étendues, renforcées et quasi automatiques ; il y a dans ce dernier sens beaucoup à faire ; sauf dans le cas de flagrant délit, la procédure est infiniment trop lente.

La répression pour être efficace, c'est-à-dire pour avoir une réelle action préventive, doit suivre de près le délit, sinon elle s'émousse.

Mais la question est ici d'ordre général ; c'est toute une réforme de notre code de procédure qui devrait être entreprise.

C'est une œuvre de longue haleine. Ce qui est actuellement souhaitable et possible c'est que les tribunaux appliquent avec sévérité des lois existantes et que le Parlement les modifie et les complète s'il est besoin, comme c'est le cas. Les temps ne sont pas arrivés où les sanctions pénales pourront passer à l'arrière-plan.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

P. APPELL.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu :

Le Président de la Thèse,
HUGUENEY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	I
I. Risques inhérents au système du payement par chèque.....	1
a. Absence totale ou partielle de provision.....	1
b. Blocage et retrait de cette provision.....	1
c. Révocation du chèque.....	1
II. Remèdes : La certification du chèque. Examen, critique.....	1
III. Plan de l'Étude :	
a. Les sanctions en matière d'émission déloyale des chèques de 1865 à 1917.....	3
b. De 1917 à ce jour.....	3
c. Réformes à l'ordre du jour.....	3

CHAPITRE I.

Les sanctions pénales de la loi du 20 juin 1865.

Deux sortes : 1 ^o Sanctions fiscales. Examen critique.....	4
2 ^o Sanctions pénales proprement dites. Les propositions du gou- vernement. Les objections de la commission. Le système définitif : son insuffisance à l'épreuve. Propositions de réforme (André Hesse-André Honnorat. Rapport Bokanowski).....	6

CHAPITRE II.

Les sanctions de la loi du 2 août 1917.

Deux sortes : 1 ^o Les sanctions fiscales. Examen détaillé et compa- raison avec la loi de 1865	10
2 ^o Les sanctions pénales proprement dites. Les progrès par rap- port à la loi de 1865. Situation actuelle.....	11

CHAPITRE III.

Amendements proposés à la législation existante.

Proposition Valude (17 décembre 1920) tendant à présumer la mau- vaise foi de celui qui émet un chèque sans provision. Examen cri- tique. La proposition mérite d'être adoptée.....	15
---	----

	Pages.
La question du blocage de la provision. Proposition Bokanowski du 9 juillet 1921 tendant à augmenter le pouvoir des juges des référés.	
Insuffisance de cette proposition.....	28
Proposition Guy de Montjou-A. Achille Fould.....	32
Essai de prohibition du blocage. Accueil reçu près des Chambres de commerce et dans la Presse financière. Ses avantages, ses lacunes.....	33
Le blocage devant la jurisprudence. Tribunal correctionnel de la Seine. Cour d'appel de Paris. Cour de cassation. Cour d'appel de Rouen. Observations sur ces décisions de justice.....	37
La provision doit-elle être maintenue par le tireur même, après l'expiration du délai de présentation. Analyse et critique d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 3 décembre 1923.	45
Mise au point des lois actuelles sur le chèque.....	49

CONCLUSION.

De la nécessité des sanctions pénales.....	52
Opinion de M. Payen (rapport du 6 décembre 1923).....	52



BIBLIOGRAPHIE.

- Pierre THIBAUT, *Le chèque certifié*; Thèse chez Jouve; 1924.
Actes de la Conférence internationale de La Haye de 1912, t. II; 1912.
Moniteur du 17 février et 27 février 1865, 6 et 7 mai 1865; 10 juin 1865.
André HESSE et André HONNORAT, Proposition de loi n° 2329; 4 juillet 1916.
Documents parlementaires. Chambre des députés.
Rapport Bokanowski, n° 2985; 9 février 1917.
Documents parlementaires. Chambre des députés.
VALUDE, Proposition de loi, n° 1855; 17 décembre 1920.
PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II; 5 octobre 1915.
Comité central des Chambres syndicales. Rapport Bellenaud adopté à la séance du 28 juin 1923.
BOKANOWSKI, Proposition de loi n° 3088; 9 juillet 1921.
A.-Achille FOULD et Guy DE MONTJOU, 1^{er} février 1923.
G. CHASTENET, rapport n° 416, 14 novembre 1916, au Sénat.
L. BEMBERG, *La révocation du chèque en droit comparé*; Thèse chez Sirey; 1923.
G. PAYEN, Rapport 6720; 6 décembre 1923.
Journaux financiers, *L'Information financière*, 30 et 31 août 1924.
Jacques BOUTERON, *Le chèque*, théorie et pratique (Dalloz; 1924).
Georges DROUETS, *La Provision en matière de chèque* (Sirey; 1924).
-

PARIS. — IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS ET C^{ie},
74721 Quai des Grands-Augustins, 55.

PARIS. — IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS ET C^{ie}.

74721 Quai des Grands-Augustins, 55
